

Gaspillage alimentaire : Les Algériens jettent 30% de leur nourriture à la poubelle

P.05



SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

N°3775 Samedi 27 Avril 2024 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

Lutte contre les feux de forêt :

L'Etat mobilise 12 avions bombardiers

P.05

Glamour et élégance ... La cérémonie d'ouverture du festival du film méditerranéen illumine la ville d'Annaba

P.24



ANNABA



Formation au profit des usagers de la santé sur la numérisation du dossier médical électronique

P.06

ANNABA



DIRECTION DES TRANSPORTS : Appel à la modernisation du secteur des transports

P.06



Festival du film méditerranéen d'Annaba : Le wali assiste à la projection en avant-première du film " Larbi Ben Mhidi "

P.06

Le président de la République reçoit le président de la Chambre des communes du Canada



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, jeudi, le président de la Chambre des communes du Canada, M. Greg Fergus, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. "L'audience s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée populaire nationale, M. Brahim Boughali, et du Secrétaire général de la Présidence de la République, M. Abdallah Moundji", précise le communiqué.

Le président de la Chambre des Communes du Canada souligne l'importance de renforcer les relations algéro-canadiennes

Le président de la Chambre des Communes du Canada, M. Greg Fergus, a souligné, jeudi à Alger, l'importance de renforcer les relations entre l'Algérie et le Canada, qui célèbrent le 60ème anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques. Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le président de la Chambre des Communes du Canada a indiqué que sa visite en Algérie a été "fructueuse", soulignant "l'importance d'œuvrer au renforcement des relations bilatérales". Il a ajouté que sa rencontre avec le président de la République a permis d'aborder "plusieurs questions qui préoccupent l'Algérie et le Canada, qui célèbrent le 60e anniversaire de



l'établissement de leurs relations, faites d'amitié et d'échanges culturels et économiques", relevant

à ce titre que "les échanges bilatéraux vont dans le sens de renforcer davantage les relations bilatérales". M. Fergus a indiqué avoir évoqué avec le président de la République le rôle de la communauté algérienne établie au Canada, de par sa "culture et sa créativité". Il a ajouté que sa visite en Algérie lui a permis de "rencontrer des responsables politiques, des hommes

d'affaires, des universitaires, des chercheurs académiques et des représentants de la société civile qui œuvrent ensemble pour l'édification et le bien-être de l'Algérie". M. Fergus a également exprimé sa "profonde émotion" lorsqu'il s'est rendu, la matinée, au sanctuaire du Martyr où il a déposé une gerbe de fleurs à la mémoire "des martyrs qui se sont sacrifiés pour l'indépendance de ce grand pays".

La Réunion consultative entre les dirigeants de l'Algérie, de la Tunisie et de la Libye, une "réussite"

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a affirmé, jeudi à Alger, que la 1ère Réunion consultative ayant réécemment regroupé, à Tunis, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le président tunisien, M. Kaïs Saïed, et le président du Conseil présidentiel libyen, M. Mohamed Younes El-Menfi, était une "réussite", assurant qu'elle n'était motivée par aucune conjoncture particulière et qu'elle n'était pas une alternative à l'Union du Maghreb arabe (UMA). Lors d'une rencontre avec les représentants de la presse nationale pour passer en revue les efforts diplomatiques de l'Algérie concernant plusieurs dossiers et questions d'actualité, M. Attaf a affirmé que la Réunion consultative entre les trois dirigeants à Tunis "n'est dirigée contre aucune partie", assurant que l'Union du Maghreb arabe demeurerait "un projet et un objectif historique" et que la porte

des consultations restait "ouverte à tous si l'intention et la volonté politiques sont réunies". Et de préciser que le président de la République "a envisagé cette initiative depuis longtemps et l'a évoquée avec les dirigeants des pays du Maghreb arabe et leurs ministres des Affaires étrangères lors de leurs différentes visites dans notre pays", faisant remarquer que "l'Afrique du Nord et le Maghreb arabe sont pratiquement la seule région au monde dépourvue d'un mécanisme de consultation régulière et périodique entre les pays de cet espace". C'est pourquoi "Monsieur le président de la République a toujours insisté sur la création d'un mécanisme pour combler ce vide et faire entendre la voix de la région dans tous les fora internationaux et régionaux", a-t-il expliqué. La région du Maghreb arabe "compte des dossiers qui font l'actualité internationale, comme le dossier libyen et celui de la région sahélo-saharienne", a-t-il dit, regrettant que "tous les pays

s'immiscent dans ces dossiers, sauf ceux de la région, qui sont pourtant les premiers concernés". "L'Algérie, en sa qualité de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, doit connaître les points de vue des frères sur plusieurs dossiers à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, notamment ceux en lien direct avec les pays du Maghreb arabe", a soutenu le ministre, soulignant que "la coordination avec les pays frères dans la région est prioritaire, l'Algérie les considérant comme les enfants d'une même famille". M. Attaf a affirmé, par là même, que la 1ère Réunion consultative ayant regroupé les dirigeants de l'Algérie, de la Tunisie et de la Libye avait débouché sur "des résultats positifs, notamment dans le volet politique". Et d'ajouter : "le Sommet de Tunis est inédit, en ce sens que les dirigeants des trois pays frères ont eu des discussions cordiales, ouvertes et franches, comme le montre le Communiqué final, qui a

insisté sur quatre principaux dossiers impactant la vie des citoyens de ces pays, à savoir le développement des régions frontalières, l'énergie, la sécurité alimentaire et la levée des entraves aux échanges commerciaux". "Il s'agit là des priorités de l'action commune entre les trois pays en prélude au prochain sommet prévu à Tripoli dans trois mois", a-t-il poursuivi. Concernant la situation au Sahel, le ministre a affirmé que l'Algérie "ne reste pas les bras croisés face à ce qui se passe dans cette région". Elle "fait son devoir et assume pleinement ses responsabilités pour garantir la paix et la sécurité dans la région", a-t-il dit. "Notre pays poursuit les consultations sur les développements dans la région pour remettre les choses sur les rails. C'est la solution politique que l'Algérie a toujours défendue pour régler les problèmes au Mali, au Niger et au Burkina Faso", a-t-il fait valoir. Il a également affirmé que "la dégradation de la situation dans



cette région, politiquement et économiquement, exige la vigilance et l'intensification des efforts". Après avoir rappelé que l'Algérie est "le premier pays à avoir réussi à faire passer au Conseil de sécurité une résolution sur un cessez-le-feu permanent dans la bande de Ghaza et l'acheminement des aides humanitaires", M. Attaf a assuré que notre pays "poursuivra ses efforts pour l'adhésion pleine et entière de l'Etat de Palestine à l'ONU, suivant sa stratégie conformément aux orientations du président de la République, qui a consacré à cette question une grande partie de son discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies". Le ministre des Affaires étrangères a, par ailleurs, affirmé qu'"il n'y a aucun problème dans les relations algéro-françaises", rappelant qu'"une rencontre est prévue bientôt avec son homologue français en prévision des prochaines échéances bilatérales".

AGRESSION SIONISTE:

L'UNRWA épine dorsale de l'acheminement de l'aide humanitaire à Ghaza

Le représentant permanent de l'Algérie à l'ONU, l'ambassadeur Amar Bendjama, a souligné le "rôle irremplaçable" de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), étant l'"épine dorsale" de l'acheminement de l'aide humanitaire à Ghaza, ravagée par plus de 200 jours d'agression génocidaire sioniste. "L'UNRWA est l'épine dorsale de l'acheminement de l'aide humanitaire à Ghaza. Elle doit fonctionner librement et sans menace", a déclaré mercredi M. Bendjama, après avoir


écouté un briefing au Conseil de sécurité de la coordinatrice de haut niveau de l'action humanitaire et la reconstruction à Ghaza, Mme Sigrid Kaag, sur l'état de la mise en œuvre de la résolution 2720 (2023). "Il n'est plus nécessaire de débattre davantage de la crédibilité et de l'efficacité de l'UNRWA", après le rapport du comité indépendant chargé d'évaluer le fonctionnement de l'UNRWA, présidé par l'ex-ministre française des Affaires étrangères Catherine Colonna, a ajouté l'Ambassadeur. Dans ce contexte, M. Bendjama a

tenu à rappeler que le rapport de Mme Colonna indiquait que "l'UNRWA possède une approche de neutralité plus développée que d'autres entités similaires des Nations Unies ou des ONG" et qu'"Israël n'a pas encore fourni de preuves à l'appui de ses allégations contre le personnel de l'UNRWA". Et de poursuivre: "Il n'y a pas d'alternative à l'UNRWA et les agences des Nations unies ne peuvent pas la remplacer". "L'UNRWA doit être habilité et autorisé à opérer dans tout Ghaza, y compris dans le nord, alors que le risque de famine se

profile", a-t-il ajouté dans ce sens. Le diplomate a, par ailleurs, précisé que "la mission de Madame Kaag consistant à accélérer la livraison de l'aide humanitaire à la population civile de Ghaza est cruciale". Cependant, a-t-il déploré, "plus de quatre mois après l'adoption de la résolution 2720, et malgré les efforts de Madame Kaag et de son équipe pour établir un mécanisme des Nations Unies pour accélérer l'aide humanitaire à Ghaza, le mandat (de cette mission) n'est pas pleinement mis en œuvre". A cet effet, M. Bendjama a appelé la



communauté internationale à "tout mettre en œuvre pour aider Mme Kaag à remplir son mandat". Pour ce faire, il a réitéré l'urgence d'instaurer un cessez-le-feu permanent à Ghaza pour garantir "le succès de l'aide humanitaire". "Une action humanitaire sûre dans tout Ghaza ne peut être garantie sans un cessez-le-feu. Seule une cessation des hostilités peut contribuer à répondre aux besoins de la population civile. Autrement, les acteurs humanitaires apporteront leur aide au péril de leur vie", dira-t-il à ce propos.

 <p>Quotidien indépendant d'informations générales times</p> <p>Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE Siège social : Commune El Bouni ZHUN Promotion Immobilière Yahia Abdelaziz, rez-de-chaussée Annexe : 46 Emir Abdelkader - Annaba</p>	<p>Directeur general : Bicha salim Directeur de la publication : Noureddine Boukraa Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine Tél/Fax : 038 45 58 35 Tél/Fax : 038 45 58 36 Tél/Fax : 038 45 58 37 Email: redactionseybouse@gmail.com</p>	<p>P.A.O SEYBOUSE Times Site web: www.seybousestimes.dz Email: redaction@seybousestimes.dz contact@seybousestimes.dz Facebook : SEYBOUSE TIMES Impression : SIE Constantine Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine</p>	<p>Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER TEL : 021 73 71 28 021 73 76 78 021 74 99 81 FAX : 021 73 95 59 Email : agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz</p>	<p>Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction</p>
--	---	--	--	--

Chanegriha préside la 17^{ème} session du Conseil d'orientation de l'Ecole supérieure de Guerre

Le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé les travaux de la 17^{ème} session du Conseil d'Orientation de l'Ecole supérieure de Guerre, indique, jeudi, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

“Conformément aux dispositions du décret présidentiel du 26 septembre 2005, portant création de l'Ecole supérieure de Guerre, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'ANP a présidé, ce jeudi 25 avril 2024, les travaux de la 17^{ème} session du Conseil d'orientation de cette Ecole supérieure”, précise la même source.

Après la cérémonie d'accueil et “en compagnie du Commandant de la 1^{ère} Région militaire et du Commandant de l'Ecole supérieure de Guerre, Monsieur le Général d'Armée a observé un moment de recueillement à la mémoire du Président feu Ali Kafi, dont le siège de l'Ecole est baptisé de son nom, avant de déposer une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative et réciter la Fatiha du Saint Coran à sa mémoire”, ajoute le communiqué.

Ensuite, le Général d'Armée a présidé les travaux du Conseil d'orientation de l'Ecole, où il a prononcé une allocution



d'orientation, à travers laquelle il a souligné que “la duplicité vis-à-vis des questions en jeu et le triomphe de la logique de la force et des intérêts nationaux sur les principes de la paix mondiale et de la coexistence pacifique entre les nations, ont conduit à l'échec des instances onusienne et internationales en matière de concrétisation de la paix mondiale et l'empêchement des guerres”.

“Cette nouvelle réalité internationale nous a montré, au-delà de tout doute raisonnable, que la puissance militaire demeurera l'option principale pour les Etats pour défendre leur terre, ainsi que leur droit de vivre en sécurité et leur droit à la souveraineté. Elle a, également, démontré que les modes

opérateurs militaires classiques restent un choix viable, malgré l'apparition de formes de guerre, à l'exemple des guerres hybrides, et l'orientation vers l'introduction d'autres outils qui viennent révolutionner le domaine militaire, à l'instar de l'intelligence artificielle”, a-t-il relevé.

“Par ailleurs, le nouvel environnement stratégique a confirmé l'échec des instances onusienne et internationales en termes de concrétisation de la paix mondiale et d'empêchement des guerres, et ce, pour différentes raisons, dont les plus importantes résident dans la duplicité vis-à-vis des questions en jeu et le triomphe de la logique de la force et des intérêts nationaux étroits sur les principes de la paix

mondiale et de la coexistence pacifique entre les nations”, a ajouté le Chef d'Etat-Major de l'ANP.

Dans ce cadre, le Général d'Armée “a salué les succès de la diplomatie algérienne et sa contribution à la résolution pacifique des conflits, ainsi que son rôle constant dans la défense du droit des peuples colonisés à disposer d'eux-mêmes”.

“A ce titre, il faut saluer la contribution diplomatique algérienne, sa sage politique étrangère, sa grande expérience dans la résolution pacifique des conflits, son rôle constant dans la défense du droit des peuples colonisés à disposer d'eux-mêmes et son appel fervent à l'instauration d'un ordre mondial plus humain et plus équitable,

en concordance avec les textes internationaux pertinents”, a-t-il soutenu.

Par la suite, le Général d'Armée Chanegriha a suivi un exposé exhaustif présenté par le Commandant de l'Ecole supérieure de Guerre, portant sur le bilan des objectifs concrétisés depuis la tenue de la dernière session du Conseil d'orientation, et ceux arrêtés au titre de l'année de formation 2025-2026.

Le Général d'Armée a écouté ensuite les interventions des membres du Conseil d'orientation sur les points inscrits à l'ordre du jour, avant de visiter les infrastructures administratives et pédagogiques de l'Ecole, conclut le communiqué.

LE CENTRE NATIONAL ALGÉRIEN DES PRESTATIONS NUMÉRIQUES: Jalon important pour réaliser la souveraineté numérique et l'indépendance technologique

La création du Centre national algérien des prestations numériques, dont l'accord portant sa réalisation a été signé samedi dernier, permettra de stocker, d'héberger et de centraliser les données nationales, ce qui est à même de renforcer la souveraineté numérique du pays et d'aller de l'avant dans la réalisation de l'indépendance technologique.

La réalisation de ce projet constitue un jalon important pour se doter d'une infrastructure regroupant toutes les solutions numériques à dimension nationale, telles que la création de la plateforme nationale de compatibilité et d'interopérabilité entre les systèmes d'information sectoriels pour assurer leur intégration et un échange fluide en temps réel.

Le projet permettra également la mise en place du Portail national interactif des services publics, qui permettra l'accès à tous les services, à travers la création



d'une identité numérique et le recours aux technologies de pointe pour sécuriser l'accès numérique, unifié et unique, aux services publics, outre l'hébergement des solutions et des données, la création d'une base de données nationale pour les services numériques et la mise en place de services nationaux de Cloud Computing, ainsi que l'intégration et l'exploitation de technologies avancées, à l'instar de l'intelligence artificielle et du Big data.

Ce projet sera réalisé en plusieurs

étapes, à commencer par l'instauration de l'environnement de développement et de test des solutions numériques qui seront concrétisées dans le cadre de ce projet, avant leur mise en service au cours des trois (3) prochains mois.

La première phase verra la mise en service du premier centre national de données incluant l'infrastructure, la plateforme d'interopérabilité, la base de données nationale du service public, le portail interactif des services publics et le Cloud

souverain, au cours des neuf (9) prochains mois qui verront le lancement de 14 services publics numériques complets.

La deuxième phase sera marquée par la mise en service du deuxième Centre national de données avec ses composantes et infrastructures, la plateforme d'interopérabilité, la base de données nationale du service public, le portail interactif des services publics et le Cloud souverain, et ce trois mois après la mise en service du premier Centre national de données, outre le lancement de 26 services publics numériques complets. La concrétisation de ces phases repose sur la création d'une infrastructure composée de deux centres nationaux de données aux normes approuvées, en vue de stocker, d'héberger et de centraliser les données nationales sur le territoire national.

Ce projet est le premier du genre en Algérie, au vu de ses objectifs, de sa taille et des technologies utilisées pour sa réalisation.

L'objectif est d'améliorer le transfert du savoir-faire et des expertises lors de la réalisation de ce type de projets recourant aux technologies de pointe, avec la participation des acteurs de la numérisation et des partenaires économiques algériens, afin de bénéficier de leurs expertises dans ce domaine.

La Haut-commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, avait présidé, samedi dernier, la cérémonie de signature d'un accord portant réalisation du Centre national algérien des prestations numériques (DATA CENTER) entre le Haut-Commissariat à la Numérisation et Huawei Consortium.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait salué la clarification de la vision relative à l'orientation numérique de l'Algérie. A ce titre, le projet de création d'un Data Center par l'entreprise chinoise “Huawei” a été approuvé.

HADJ 2024:

Dernier délai pour la délivrance des visas fixé au 29 avril



L'Office national du Pèlerinage et de la Omra (ONPO) a indiqué, jeudi,

dans un communiqué, que le dernier délai pour la délivrance des visas aux hadjis est fixé pour le 29 avril, soulignant l'impératif de parachever les formalités réglementaires et sanitaires avant cette date.

L'ONPO "informe les hadjis que le dernier délai pour la délivrance des visas est fixé au lundi 29 avril 2024, correspondant au 20 chawal 1445 de l'hégire, selon le document des

préparatifs préliminaires émis par le ministère saoudien du Hadj et de la Omra", insistant sur la nécessité d'"accomplir toutes les formalités réglementaire et sanitaire avant cette date".

Par ailleurs, l'ONPO a appelé les hadjis "à l'impérative participation aux sessions de formation organisées par les directions des Affaires religieuses et des Wakfs,

en coordination avec la direction de l'information et de la documentation de l'ONPO, à travers les centres de formation dans les différentes wilayas du pays".

Il a souligné, à cet égard, que les encadrants veillent à "dispenser une formation théorique et à animer des ateliers pratiques sur l'accomplissement des rites du Hadj, en utilisant des moyens explicatifs et

des maquettes, en sus des orientations sanitaires et préventives prodiguées par des médecins et des éléments de la Protection civile".

Les hadjis peuvent également "consulter la page de la direction des Affaires religieuses et des Wakfs de leur wilaya" pour obtenir d'amples explications, conclut le communiqué.

Toutes les wilayas du pays ont bénéficié de cinq structures sanitaires au moins depuis 2021

Le ministre de la santé, Abdelhak Saihi, a souligné, jeudi à Relizane, que toutes les wilayas du pays ont bénéficié de cinq structures sanitaires au moins, depuis 2021, et ce dans le cadre du renforcement de la carte sanitaire et la prise en charge de la santé du citoyen.

Dans une déclaration à la presse au terme de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya, le ministre a souligné que chaque wilaya du pays a bénéficié d'au moins cinq nouvelles structures sanitaires et d'autres wilayas ont

bénéficié de 9 à 10 structures, selon leur densité démographique, et ce pour assurer la prise en charge de la santé du citoyen.

Il a ajouté que "ces projets de développement interviennent conformément au programme du président de la république, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a accordé un intérêt primordial à la prise en charge de la santé du citoyen de toutes les régions du pays".

M. Saihi a procédé à l'inauguration d'un hôpital de 60 lits, dans la commune de Mendès, où il a critiqué les délais de réalisation de cette



structure les jugeant trop longs, insistant sur la nécessité de "confier, à l'avenir, les projets de réalisation des établissements sanitaires et des structures relevant du secteur de la santé au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, afin d'accélérer le rythme de leur réalisation et leur livraison dans les

délais impartis".

Il a souligné que "le transfert de la réalisation des structures et établissements sanitaires au secteur de l'habitat est dû à l'expérience et la qualification qu'il possède pour concrétiser des projets selon les critères et les délais impartis", ajoutant que "le directeur de la santé de la wilaya s'occupera de la prise en charge de la santé des malades, des médicaments et du personnel uniquement".

Le ministre de la santé a également inauguré l'Institut de formation paramédicale de la nouvelle ville de

BenaddaBenaouda au chef-lieu de wilaya et sa baptismation au nom de la Martyre" Hadj Abed Atika, appelée Djamilia". Le coût de sa réalisation est de plus de 857 millions DA et il dispose de 12 salles de cours, 8 laboratoires, un amphithéâtre, outre un internat d'une capacité de 280 lits.

Dans la commune de Bendaoud, M. Saihi a inspecté la polyclinique "Lelouche Youcef", où il s'est enquis des conditions de prise en charge des malades et des services fournis en H/24 en faveur de plus de 50.000 habitants.

JUSTICE:

Tabi souligne l'importance de maîtriser la numérisation

Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a souligné, mardi à Tébessa, "l'importance de maîtriser le processus de numérisation afin d'améliorer les services fournis aux citoyens par le secteur de la justice". M. Tabi a indiqué, en marge de l'inauguration du siège de la nouvelle Cour de justice de Tébessa, dans le cadre d'une visite de travail dans cette wilaya, que la maîtrise

par les fonctionnaires du secteur du processus de numérisation "contribuera à leur faciliter le travail, et à améliorer les services fournis aux citoyens, aux justiciables et aux avocats de la défense".

Inspectant la salle des archives de la nouvelle Cour, le ministre a appelé les fonctionnaires qui y activent à "recourir à la numérisation des inventaires et de l'archivage des dossiers judiciaires, ce qui permettra

de retrouver ces dossiers chaque fois que cela sera nécessaire, à l'avenir, sans difficulté, tout en économisant de l'énergie et du temps".

M. Tabi a également indiqué que son département ministériel a adopté, dans le cadre du programme du gouvernement en matière de gestion des contentieux, d'amélioration des procédures et d'extension des services judiciaires à distance au profit des justiciables et des avocats, le projet



de transformation vers le système électronique en matière civile, au niveau des Cours, à commencer par l'échange électronique de recours, de mémorandums et autres

correspondances par Internet.

Le ministre a également souligné "la nécessité de prendre en charge de manière optimale les personnes aux besoins spécifiques, les personnes âgées afin de fournir un service public de qualité, en adéquation avec les aspirations du citoyen, d'une part, et avec les installations et les équipements modernes dont dispose la nouvelle Cour de justice, d'autre part".

L'importance de l'utilisation de l'intelligence artificielle pour prédire les crises sanitaires

Le président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, le Professeur Kamel Sanhadji, a souligné, jeudi à Oran, l'importance de l'utilisation de l'intelligence artificielle et des mathématiques pour anticiper et prédire les crises sanitaires et les pandémies, afin de bien se préparer à y faire face.

En marge du 19e Congrès méditerranéen sur les maladies cardiaques et pulmonaires, M Sanhadji a indiqué que "l'utilisation de l'intelligence artificielle et des mathématiques pour développer la

santé est l'un des objectifs les plus importants de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, qu'il dirige et qui a été créé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, afin de mettre en place un système de santé avancé, garantissant un haut niveau de traitement spécifique et une prévention élargie des maladies".

Il a ajouté que "l'Agence nationale de sécurité sanitaire comprend des experts, qui étudient systématiquement et scientifiquement tous les indicateurs et causes liés à toutes les maladies

et nous avons des techniques, notamment d'intelligence artificielle et de traitement de grandes données (Big data) en relation avec la santé et avec l'assistance des spécialistes dans les domaines médical, des mathématiques, de l'informatique, des prévisions et de modélisation". Selon le même responsable, l'importance de l'utilisation de l'intelligence artificielle réside dans le fait que "l'ancien système de santé a démontré ses limites, lors des crises sanitaires d'urgence comme celle du Covid-19, qui a révélé la faiblesse de tous les systèmes de

santé mondiaux, car la réaction après le déclenchement de la pandémie a été faible, ce qui n'a pas permis de la maîtriser qu'après des années".

Le Professeur Sanhadji a indiqué que la seule solution à de telles crises sanitaires est de "les anticiper et de bien s'y préparer, notamment avec la préparation des vaccins ou des médicaments appropriés et en formulant des recommandations, qu'elles soient spécifiques à l'environnement, au système de santé ou autres", notant que "l'usage des méthodes scientifiques de traitement des données, leur raccordement

mathématique avec l'intelligence artificielle nous permettent d'obtenir un signal, même faible, pour prévoir toute crise sanitaire".

A propos du Forum, le président de la Société algérienne d'Allergologie et d'Immunologie Clinique (SAAIC) et président de la commission de santé et de solidarité nationale au Conseil de la nation, le Professeur Habib Douaghi a souligné que "son importance est issue de sujets proposés pour le débat, surtout concernant les maladies respiratoires".

L'Algérie nommée à la présidence du Conseil d'administration de la Coopérative EMS de l'UPU

L'Algérie a été nommée à la présidence du Conseil d'administration de la Coopérative EMS de l'Union postale universelle (UPU), lors de l'Assemblée générale de cette coopérative tenue en avril dernier à Berne (Suisse), indique jeudi un communiqué du ministère de la Poste et des Télécommunications.

"Suite à l'Assemblée générale de la Coopérative EMS de l'Union postale universelle, tenue en avril dernier à Berne (Suisse), le représentant de l'Algérie, M. Nabil Bensissaid, Directeur général d'EMS Champion Post Algeria, a été nommé à l'unanimité en tant que nouveau président du Conseil d'administration de la Coopérative EMS de l'UPU",

précise le communiqué.

Cette instance comprend des représentants du Japon, de la Chine, des Etats-Unis, de Singapour, du Canada, de la Roumanie, des Pays-Bas et du Sénégal.

Le représentant de l'Algérie avait auparavant été élu membre du Conseil d'administration de la Coopérative EMS, devenant ainsi le premier

représentant d'un pays arabe au sein de ce conseil.

Dans le cadre de sa présidence du Conseil d'administration de la Coopérative EMS de l'UPU, le représentant de l'Algérie sera "chargé de définir et de gérer le programme stratégique de la coopérative, conformément aux exigences économiques des pays membres,

en sus d'accélérer le rythme de croissance dans d'autres domaines économiques via les plateformes numériques du courrier express".

L'UPU est la deuxième plus ancienne organisation mondiale relevant des Nations Unies. Sa coopérative spécialisée dans le courrier express compte 175 pays, rappelle le communiqué.

GASPILLAGE ALIMENTAIRE:

Les Algériens jettent 30 % de leur nourriture à la poubelle

Une récente étude du Centre de recherche économique (CREAD) a révélé que le phénomène du gaspillage alimentaire prend des proportions inquiétantes en Algérie, en 2024. En effet, d'après l'enquête du CREAD, près d'un tiers (30 %) de la nourriture des algériens finit à la poubelle et dans les décharges publiques. L'étude a également montré que les familles algériennes consacrent la moitié (50 %) de leurs dépenses à satisfaire des « besoins secondaires ».

Commentant ces chiffres, Houari MbarekGhebazi, directeur des études de l'Institut, a déclaré : « Ce ratio révèle un véritable gaspillage au plus fort de l'inflation, et malgré la politique de rationalisation

des dépenses engagée par le gouvernement. Ce chiffre est effrayant et reflète l'ampleur du gaspillage dans les habitudes de consommation des citoyens. »

« La crise (financière) que traverse l'Algérie, souligne le même intervenant, et le faible pouvoir d'achat des citoyens après l'effondrement de la valeur du dinar représentent pourtant autant d'opportunités pour les Algériens de changer de comportement et d'améliorer leur mode de vie. »

En ce qui concerne le gaspillage du pain, cet aliment jadis sacré chez les Algériens, la situation n'est guère plus reluisante...

Les Algériens jettent 7 millions de baguettes de pain, chaque jour

Le président de la Fédération

nationale des boulangers a révélé que sur les 27 millions de baguettes de pains que produisent chaque jour les boulangeries en Algérie, 7,2 millions (soit 27 %) ne sont pas consommées. Ces 7 millions de baguettes de pain, explique le responsable, servent, dans le meilleur des cas, d'aliments pour volailles et bétail, sinon elles finissent dans les décharges publiques.

Devant ce constat, de nombreux spécialistes et associations de protection des consommateurs ont tiré la sonnette d'alarme sur la généralisation du gaspillage alimentaire chez les Algériens, notamment en ce qui concerne les produits subventionnés, les produits à base de blé plus particulièrement.

L'économiste Djamel Noureddine



a attribué ce phénomène à trois facteurs : « Le premier facteur, explique-t-il, est psychologique. Il concerne la "peur de la pénurie" à mesure que les crises d'approvisionnement s'aggravent. L'Algérien a peur d'entrer au marché ou dans les centres commerciaux et

de ne rien trouver, et pour satisfaire ce sentiment, il achète tout ». Le deuxième facteur, poursuit l'expert, est lié à l'aspect social. Selon lui, l'existence au sein de la même famille de plus d'un revenu accroît le manque de coordination dans le processus d'achat. Quant au troisième facteur, il découle des habitudes de consommation acquises durant la période de prospérité financière que les Algériens ont connu entre 2000 et 2013. « Mais ce modèle, avertit l'économiste, ne correspond plus aux données d'aujourd'hui, car le dinar a perdu 30 % de sa valeur et le taux inflation avoisine 10 % ».

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT:

L'Etat mobilise 12 avions bombardiers

La saison des chaleurs approche, s'étirant de juin à octobre chaque année, et avec elle, le risque croissant d'incendies de forêt. Pour éviter les tragédies des années précédentes, les autorités ont pris des mesures drastiques. En effet, en 2024, face à la menace persistante et meurtrière des feux de forêt, plusieurs actions ont été entreprises. Parmi celles-ci, un renforcement significatif de la flotte aérienne est à noter. En particulier, Tassili Airlines, filiale du groupe Sonatrach, a mobilisé 12 avions bombardiers polyvalents.

Lors d'une réunion avec Djamel Touahria, directeur général des forêts, Ahmed Boubekri, chef de base de la compagnie à Mostaganem, a fait le point sur les avancées. Il a expliqué que, conformément aux directives présidentielles, Tassili Airlines a acquis 6 avions Air Tractor AT 802 d'une capacité de 3000 litres, dont trois ont déjà été livrés, deux autres récemment, et un prévu pour septembre. De plus, sept avions du même type seront loués pour cette saison. En complément de ces avions



équipés de caméras pour la surveillance et l'intervention rapide, deux hélicoptères seront également déployés pour un soutien logistique.

Réduire les incendies grâce aux bases aériennes

Quant au projet de la base aérienne à l'aérodrome de Sayada, Boubekri a annoncé que les travaux sont avancés à plus de 57% et devraient être terminés d'ici la fin du mois de mai. Cette base opérationnelle sera

opérationnelle dès le 15 juin, avec des phases ultérieures comprenant la création d'une école de pilotage et le développement d'autres activités.

Djamel Touahria a souligné que l'objectif principal de cette implication aérienne est de réduire les incendies et leur propagation, en particulier dans les zones difficiles d'accès. Des innovations telles que les caméras à 360 degrés sont également mises en œuvre pour une surveillance avancée. Cette année, une décision proactive a avancé le début de la campagne nationale de lutte contre les incendies, débutant le 1er mai au lieu du 1er juin.

Le ministre de l'Intérieur, Brahim Merad, a dévoilé des travaux en cours pour établir des pistes d'atterrissage dans dix wilayas différentes, essentielles pour les opérations des avions bombardiers. Des exercices sont également en cours dans plusieurs régions pour préparer les pilotes à toute éventualité, comme en témoignent les vidéos récemment publiées sur les réseaux sociaux.

TRANSPORT FERROVIAIRE:

Programme global de modernisation et de développement des réseaux

Le ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana, a évoqué, jeudi à Alger, le lancement d'un programme global de modernisation et de développement des réseaux ferroviaires, susceptible d'augmenter la vitesse des trains et de réduire la durée des dessertes.

Lors d'une séance plénière du Conseil de la nation, consacrée aux questions orales, M. Zahana a souligné que dans le cadre de l'intérêt particulier accordé par l'Etat à la modernisation et au développement des réseaux ferroviaires, la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a obtenu, au titre de l'exercice financier 2023-2024, les affectations financières nécessaires pour assurer la maintenance des structures de base des réseaux ferroviaires.

A cet effet, le ministre a affirmé le lancement d'un programme global "urgent" de recensement et de traitement des points noirs au niveau des réseaux ferroviaires, en vue d'augmenter la vitesse des trains, de réduire la durée des dessertes, et d'accroître leur nombre. Les appels d'offres pour le choix des maîtres-d'oeuvre ont été lancés, a-t-il



ajouté.

M. Zahana est revenu, en outre, sur le programme de renforcement de la flotte de la société en locomotives et wagons motorisés, valable jusqu'en 2040 pour répondre aux besoins d'exploitation futurs.

Par ailleurs, et par souci de réduire les accidents de la route, le ministre a affirmé que son département aspirait "à élaborer une feuille de route, dans les prochains jours, pour sensibiliser les opérateurs dans le domaine du transport urbain de personnes et marchandises, aux risques des accidents, l'objectif étant d'en réduire l'impact".

Replanification des prêts précédemment accordés par NESDA (ANSEJ)

Dans un élan de renouveau économique, la NESDA, anciennement connue sous le nom d'ANSEJ (Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat), a injecté un financement dans près de 9900 projets au cours de l'année 2023.

Cette performance illustre l'engagement de l'agence à stimuler l'esprit d'entreprise et à soutenir les ambitions des jeunes entrepreneurs algériens.

Le ministre de l'Économie et de la Connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises, Yacine El Mahdi Oualid, a révélé lors d'une conférence de presse que : "L'agence n'a pas connu de



ralentissement dans la réception des dossiers, ayant financé plus de 9900 projets l'année dernière...

Ces projets concernent des dossiers déposés antérieurement, ce qui témoigne de la volonté de l'agence de poursuivre son soutien malgré les périodes de transition et de réforme."

□ À LIRE AUSSI : L'Agence Nationale de l'Auto-Entrepreneur (ANAE) ouvre officiellement ses portes

Le ministre a également signalé une pause temporaire dans la réception de nouveaux dossiers.

Cette étape de transition est essentielle pour l'introduction de nouvelles méthodes et critères de sélection, plus stricts et rigoureux. Cela afin d'optimiser la qualité de l'aide financière allouée aux projets entrepreneuriaux.

NESDA (ANSEJ) : Stratégie économique et restructuration des crédits

La stratégie rénovée de la NESDA s'appuie sur l'évaluation "strictement économique" des dossiers, plutôt qu'administrative. Afin de privilégier la qualité sur la quantité à travers l'investissement dans de véritables entrepreneurs.

Face aux prêts non performants qui pèsent sur les banques nationales et les jeunes entrepreneurs, le ministre a annoncé une initiative de restructuration des crédits.

Elle sera orchestrée par la Direction Générale du Trésor Public.

Cette mesure est perçue comme une "seconde chance" pour les entrepreneurs et pour l'agence de tourner la page sur ces dossiers encombrants.

□ À LIRE AUSSI : Un important rendez-vous économique africain aura lieu en Algérie en 2025

En outre, le ministre Walid a insisté sur l'importance de tirer des leçons des erreurs passées, notamment en matière de financement et de gestion des projets.

L'objectif est clair : utiliser les fonds publics de manière judicieuse pour générer de la richesse et proposer des solutions concrètes et durables.

Avec cette restructuration interne, la NESDA aspire à s'aligner sur les standards des institutions financières et des banques, se positionnant comme :

- Un acteur clé dans l'analyse du marché ;
- La gestion des portefeuilles ;
- Le suivi des projets financés.

Cette transformation marque le début d'une nouvelle ère pour l'agence, qui devient un pilier essentiel de l'économie de la connaissance et de l'innovation en Algérie.

Le wali, Abdelkader Djellaoui, assiste à la projection en avant première du film Larbi Ben Mhidi



Sihem.Ferdjallah

Lors d'une soirée cinématographique historique, le wali Abdelkader Djellaoui, accompagné du secrétaire général et d'autres responsables, a assisté, jeudi passé, à la projection du film historique Larbi Ben M'hidi, au théâtre régional "Azzedine Medjoubi". Le film aborde plusieurs aspects historiques du martyr, à commencer par son éducation nationale, jeune enfant dans

le village d'El Kawahi à Ain M'lila, dans l'est de l'Algérie, puis son adolescence où son esprit révolutionnaire commence à se dessiner. Le film retrace les débuts de la révolution et la réunion historique du groupe des six donnant le coup d'envoi de la publication de la célèbre déclaration du 1er Novembre adressée au peuple algérien expliquant les buts et les caractéristiques de l'action armée de l'État algérien, devenu l'un des documents fondateurs de l'État algérien après

l'indépendance. Des acteurs français ont également participé à la réalisation de ce film, incarnant les rôles d'officiers qui poursuivaient les symboles de la révolution et torturaient certains d'entre eux, dont le héros martyr Larbi Ben M'hidi, arrêté dans un appartement du centre de la capitale en 1957. Ce spectacle, animé au théâtre régional, s'est distingué par la présence d'un public nombreux de passionnés du septième art, qui a longuement applaudi les extraits de films.

ANNABA / COLLECTIVITÉS LOCALES Clôture de la formation destinée aux P/ APC



S.Ferdjallah

Institué par le Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales visant à organiser des journées d'études pour le secteur de l'action sociale, jeudi dernier, la formation entreprise au profit des présidents des Conseils populaires d'Annaba sur la « Politique d'action sociale » a

pris fin. Le directeur de l'action sociale et de solidarité, les cadres du secteur ont supervisé l'encadrement de cette session. Plusieurs points ont été abordés sur les mesures et mécanismes adoptés par le secteur social au profit des enfants défavorisés et nécessiteux.

ANNABA / SANTÉ

Formation au profit des usagers de la santé sur la numérisation du dossier médical électronique

Ferdjallah.Sihem

En application des recommandations du Ministère de la Santé, la Direction Générale du Centre Hospitalier – Annaba poursuit son programme prévu dans le cadre de la formation continue au profit des usagers de la santé (médicale, paramédicale et administrative) sur la numérisation dans le secteur de la santé et le dossier médical électronique, qui a débuté le 31 mars 2024 et se poursuivra jusqu'à la fin

de l'année prochaine, dans le but de développer un système d'information sanitaire complet, rapprochant les services de santé des citoyens et les rendant transparents et accessibles. Monsieur Djefal Hussein, Sous-Directeur de la numérisation, madame Lounis Khoja Amal, Sous-Directrice de la formation continue et de la documentation, ont fait un suivi et une mise en application de toutes les instructions émanant de la Direction Générale, axées sur l'intérêt public.



ANNABA / DIRECTION DES TRANSPORTS

Modernisation du secteur des transports : Appel à l'action



S.Y

La direction des transports de la wilaya d'Annaba lance un appel à tous les acteurs du secteur pour contribuer à la mise à jour de la plateforme électronique du service public de transport. Cette initiative fait suite à une instruction ministérielle datant du 1er décembre 2022, qui vise à moderniser la plateforme électronique du service public de transport du ministère des transports, conformément au décret exécutif numéro 23-316

du 6 décembre 2023, mettant en exergue l'importance du numéro d'identification nationale unique. L'appel de la Direction des Transports s'adresse à tous les opérateurs de transport engagés dans le domaine des transports de personnes, transport public de marchandises et des écoles de conduite, y compris les chauffeurs de taxi sont. L'objectif de cette invitation est d'inciter les invités à se rapprocher des locaux de la direction des transports, munis des documents juridiques

nécessaires, en vue de faciliter le processus de mise à jour de la plateforme électronique. Par ailleurs, la direction des transports a entrepris des mesures pour assurer une surveillance accrue sur le terrain tout au long de la semaine visant à vérifier le respect des horaires de service par les transporteurs et des exploitants de taxis. Cette démarche s'inscrit dans une volonté globale de d'amélioration des prestations de service du secteur des transports.

ANNABA / INFRASTRUCTURES ÉDUCATIVES

Une enveloppe de 120 milliards de centimes consacrée à la réhabilitation de 38 écoles primaires



Imen.B

Une enveloppe financière de 120 milliard de centime a été dégagée pour être répartie sur 38 écoles primaires dans les différentes communes de la wilaya d'Annaba, destinée à des travaux de réfection et d'entretien. Le but est de combler les lacunes constatées et d'améliorer les conditions d'accueil des élèves et de leur permettre de suivre leurs cours dans de meilleures conditions. Cette enveloppe allouée à cette opération sera spécifiquement dédiée à des travaux de réfection des toitures des salles de cours et des couloirs, dans le but de pallier aux problèmes des sanitaires. Il est également

programmé au titre de ces travaux, la rénovation des murs, afin de donner un nouvel éclat aux salles de classe et aux espaces communs. Sont également concernées par ces travaux, les vitres endommagées dans plusieurs classes. Ces travaux de rénovation s'inscrivent dans une démarche globale visant à revaloriser les infrastructures du secteur éducatif aux quatre coins de la wilaya, notamment El Bouni, El Hadjar Sidi Amar, Chetaibi, Oued El Aneb, Ain Berda et El Eulma sachant que les travaux ont été déjà entamés afin que les établissements soient prêts dans les délais impartis.

ANNABA / SÛRETÉ DE WILAYA

Sensibilisation des écoliers de la localité Bouzaaroura sur la sécurité routière



Imen.B

Une campagne de sensibilisation sur la sécurité routière a été initiée, hier, au profit des écoliers de la localité Bouzaaroura, organisée par le secteur urbain 3 de Bouzaaroura en collaboration avec la direction de l'éducation nationale, et ce à l'initiative de la sécurité publique des services de la sureté de wilaya. Cette journée a été le point de départ d'une action de sensibilisation, de prévention et d'information. A cette occasion, les écoliers ont eu droit à des informations théoriques et ont pu ainsi découvrir, les nombreux équipements utilisés par les forces de l'ordre pour prévenir les

accidents de la circulation. Les services de la sureté tendent à inculquer aux élèves les règles de sécurité routière, en leur recommandant, dans ce sens, de traverser la chaussée en veillant à emprunter les passages pour piétons et de respecter les feux de signalisation. Ce sujet qui prend de plus en plus d'importance, vu l'ampleur alarmante des accidents et de victimes, du coup, ces initiatives assurées par la sureté figurent parmi les priorités des plus urgentes. L'éducation à la route donne aux élèves des valeurs civiques et engendre des attitudes nécessaires à la formation de ces élèves.

ANNABA / EL HADJAR ET SIDI AMAR

La DCP accentue les contrôles sur la disponibilité du sucre en poudre



S.Y

Dans le cadre de leur mission de surveillance et de régulation des marchés, les agents de l'inspection régionale du commerce d'El Hadjar en collaboration avec les forces de sécurité, ont mené une opération de contrôle dans les communes d'El Hadjar et Sidi Amar à l'effet de s'assurer de la disponibilité et de la distribution adéquate du sucre en poudre, une denrée qui a

manqué ces derniers jours sur les étals des négoces. Cette opération vise à vérifier la conformité des pratiques commerciales selon la réglementation en vigueur, à prévenir toute forme de spéculation ou de vente au marché noir, qui pourraient compromettre l'accès des citoyens à ce produit de base et à maintenir la stabilité des prix dans le but de protéger le pouvoir d'achat des consommateurs.

ANNABA / PERSONNES DU 3^{ÈME} ÂGE

Célébration de la journée nationale des personnes âgées en Algérie



S.Y

La journée nationale des personnes âgées est un événement annuel qui met en lumière les efforts déployés par l'état et la société pour prendre en charge les besoins des personnes âgées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des institutions. Cet événement, dirigé par le directeur des affaires sociales et de la solidarité d'Annaba, a réuni divers secteurs tels que la santé, les affaires religieuses, la protection civile, ainsi que les organismes de retraite et de la sécurité sociale. Chacun de ces secteurs a apporté sa contribution et à débattre des moyens et des défis à relever au profit de cette frange de la société et des solutions à garantir le

bien-être des personnes âgées. Les sujets abordés lors de cette journée incluent l'accès des personnes du 3ème âge aux soins de santé adaptés, les soutiens financiers, social et psychologique, ainsi que l'intégration des personnes âgées dans la société. La Journée nationale des personnes âgées vise à sensibiliser à l'importance de prendre soin des personnes âgées et à promouvoir leur inclusion sociale. Elle met en évidence l'engagement des pouvoirs publics et de la société à garantir une qualité de vie optimale pour les personnes âgées, en veillant à ce qu'elles bénéficient du respect, de la dignité et des soins appropriés dont elles ont besoin.

ANNABA / CADRE DE VIE

Lancement d'une campagne de démoustication et de pulvérisation d'insecticide au niveau de Boukhadra 3 et Bouzaaroura

Imen.B
 Une campagne de démoustication a été entamée par les services d'hygiène de l'APC d'El Bouni au niveau des localités de Boukhadra 3 et Bouzaaroura et qui a nécessité la mobilisation de tous les moyens humains

et matériels pour le succès de cette opération. Pour ce faire, les équipes relevant du service d'hygiène et de l'environnement de l'APC ont sillonné, de jour comme de nuit les différents sites ciblés pour éradiquer, à l'aide de pulvérisateurs d'insecticide ainsi, les moustiques et autres

bestioles qui prolifèrent surtout en cette période de reproduction, avant l'arrivée de la saison chaude. Cette prolifération est favorisée par des vides sanitaires des bâtiments, dont la plupart sont obstrués et infestés de rongeurs et d'insectes nuisibles pour la santé des riverains. Le

but de cette campagne est de détruire tous les gîtes larvaires dans les zones humides, les eaux stagnantes, les caves inondées, les oueds, les bouches d'égouts, etc. Cette opération entamée en prévision de la période estivale, a été accueillie avec satisfaction par les résidents.



OUARGLA

Valoriser le patrimoine architectural du vieux Ksar et de l'antique ville de Sedrata

L'importance de mettre en valeur le patrimoine architectural du vieux Ksar d'Ouargla et de l'antique ville de Sedrata, dans le cadre de la préservation des sites archéologiques de la région, a été soulignée par les participants à une rencontre sur le patrimoine, tenue jeudi passé, à Ouargla, à l'initiative de la direction de la culture et des arts.

Le président du projet d'aménagement du vieux Ksar d'Ouargla, architecte agréé au ministère de la Culture et des Arts, Mustapha Hafsi, a dans sa communication intitulée "Dimension patrimoniale en aménagement urbain du Ksar d'Ouargla", affirmé que ce site archéologique, classé le 5 mars 1996 patrimoine national et inscrit secteur sauvegardé en 2008, demeure en quête de davantage

d'efforts multisectoriels pour aplanir certaines contraintes rencontrées en matière d'aménagement, retenu au titre de la conservation du patrimoine culturel de la région. M. Hafsi a, à ce titre, évoqué certains travaux d'aménagement extérieur opérés sur le site consistant en la réhabilitation urbaine, la réalisation de l'éclairage public, l'aménagement des alentours du Ksar, des places et marchés y existant.

Pour sa part, l'universitaire, Abdelhak Bennour, de l'université "Chahid Hamma Lakhdar", d'El-Oued, a, dans son exposé "les voies de préservation de l'ancien site de l'antique ville de Sedrata des aléas naturels et humains", évoqué certains dangers affectant ce site archéologique afférents, notamment à l'ensablement, glissement de terrain et les effets engendrés

par les intempéries, eaux pluviales notamment.

A ces menaces viennent se greffer, selon l'intervenant, la dégradation du site du fait du dépôt anarchique et illicite des décharges et décombres, actes de vandalisme, spoliation des terres avoisinantes.

L'intervenant a, à ce titre, appelé, à la protection de ce patrimoine, à la nécessaire application des mécanismes réglementaires à même de préserver ce site archéologique classé patrimoine national, et l'organisation des campagnes de sensibilisation sur la préservation, la réalisation des opérations de développement, dont sa protection par des ceintures vertes et la réalisation des clôtures d'enceinte l'épargnant des actes de sabotage et dégradation.

Initiée au titre de la célébration du mois du patrimoine (18 avril-18 mai) placée cette année



sous le thème "le patrimoine culture et la gestion des risques à l'ère des crises et catastrophes naturelles", cette rencontre qu'a abritée la bibliothèque principale de lecture publique "Mohamed Tidjani" d'Ouargla, fait partie des manifestations et activités culturelles prévues au programme commémoratif. L'on relève, à ce titre,

l'organisation d'expositions d'artisanat, de manuscrits, des ateliers de formation sur les techniques d'utilisation des matériaux locaux de construction, un concours sur le meilleur projet lié à la préservation des sites archéologiques des dangers naturels, ont indiqué les organisateurs.

Riche programme du CRA en prévision de la saison estivale et de la prochaine rentrée scolaire

La présidente du Croissant-Rouge Algérien (CRA), Ibtissam Hamlaoui a fait état, samedi dernier, à Alger, de la préparation d'un programme "riche", en prévision de la saison estivale et de la prochaine rentrée scolaire.

Invitée du Forum du quotidien "El Moudjahid, Mme Hamlaoui a indiqué que le CRA préparait un programme "dense", en prévision de la saison estivale et de la prochaine rentrée scolaire, portant sur plusieurs axes, dont l'organisation d'une campagne nationale sur l'eau.

Il s'agit de la distribution de l'eau potable pour les usagers

de la route, lors de la hausse des températures, en sus de la mise en place d'un plan de riposte rapide, à savoir notamment, les opérations de distribution de denrées alimentaires, de médicaments, de draps et de couvertures.

Concernant la prochaine rentrée scolaire, la même responsable a indiqué que le CRA a élaboré un programme d'accompagnement au profit de 100.000 familles au niveau national, consistant notamment en la distribution de cartables scolaires équipés, de tabliers et de vêtements.

Mme Hamlaoui a, d'autre part, rappelé le bilan de cette

organisation, durant le mois écoulé de Ramadhan, à savoir la distribution de plus de 152.000 colis alimentaires au profit des familles démunies, à travers tout le territoire national, la mobilisation de 226 restaurants, dont 3 tentes géantes, en sus de l'organisation d'opérations de circoncision collective et la distribution des vêtements de l'Aid pour enfants parmi des familles démunies et les orphelins.

La présidente du CRA a, par ailleurs, souligné que son organisation poursuivait les sessions de formation en matière de premiers secours qui a touché, a-t-elle dit,



5.000 bénéficiaires au niveau national, citant le centre de formation dans les premiers secours relevant du CRA et disposant des équipements spéciaux.

L'intervenante a en outre assuré que le CRA poursuivra son programme relatif à l'ouverture de centre d'accompagnement d'enfants autistes, et ce dans plusieurs wilayas du pays.

DISCOURS DE LA SORBONNE :

À deux mois des élections, les grandes ambitions de Macron pour l'Europe

Dans l'allocution qu'il a prononcée jeudi 25 avril à Paris, le président de la République a appelé à muscler la défense de l'Union et à doubler le budget communautaire pour ouvrir la voie à une « Europe puissance », selon le monde.fr.

La Sorbonne, jeudi 25 avril, où il est revenu, sept ans après son premier discours dans cette enceinte, livrer sa vision de l'Union européenne (UE). N'hésitant pas à dramatiser les enjeux, le président a décrit un vieux continent attaqué sur ses fondamentaux, alors que la guerre en Ukraine se déroule à sa frontière, que la rivalité entre Etats-Unis et Chine risque de le marginaliser, que les transitions



écologique et numérique aiguissent les rivalités dans le monde et que les « attaques contre nos démocraties libérales » se multiplient.

« Pour permettre à l'Europe de ne pas disparaître, a poursuivi Emmanuel Macron, il faut

répondre par la puissance, la prospérité et l'humanisme. » Deux heures durant, dans un mélange d'emphases et de propositions concrètes, dont il faudra voir si elles deviennent un jour réalité, il a tenté d'illustrer son propos. Une façon d'entrer en campagne

à sa manière, tout en faisant mine d'ignorer les enjeux électoraux, alors que les enquêtes d'opinion pour le scrutin européen du 9 juin sont alarmantes pour la majorité présidentielle.

Le chef de l'Etat a néanmoins fait une allusion à l'extrême droite française, en tête des sondages, qui menacerait l'Europe de l'intérieur. Depuis le Brexit, a-t-il pointé, « plus personne n'ose tellement proposer des sorties, ni de l'Europe, ni de l'euro ». Désormais, le Rassemblement national (RN) et ses amis nationalistes ont un autre programme, que Viktor Orban, le premier ministre hongrois, résume ainsi : « Occuper Bruxelles » afin d'apporter «

nous-mêmes le changement dans l'Union européenne ». Dès lors, a prévenu Emmanuel Macron, « l'Europe peut mourir d'elle-même, par une sorte de ruse de l'Histoire ».

Un « grand emprunt européen » pour l'armement. Après l'« Europe souveraine » en 2017, le chef de l'Etat plaide désormais à voix haute pour une « Europe puissance » – un concept jugé jusqu'ici très français parmi les Vingt-Sept. Il suggère de « faire émerger une défense crédible du continent », fondée à la fois sur « le pilier européen de l'OTAN que nous sommes en train de bâtir ».

DUBAÏ SOUS LES EAUX :

Le réchauffement climatique a amplifié les pluies historiques

Les pluies diluviennes qui ont fait vingt-quatre morts aux Emirats arabes unis et à Oman, les 15 et 16 avril, ont été de 10 % à 40 % plus intenses du fait du réchauffement climatique, selon une étude scientifique du World Weather Attribution publiée jeudi 25 avril, selon le monde.fr. Les images ont fait le tour du monde tant elles semblaient irréelles. Les 15 et 16 avril, des déluges de pluie se sont abattus sur une grande partie des Emirats arabes unis, Oman, Bahreïn et l'Arabie saoudite, des pays de la péninsule Arabique plutôt connus pour leur aridité. A Dubaï, la ville la plus peuplée des Emirats, un gigantesque système orageux

aux couleurs crépusculaires a surplombé les gratte-ciel, avant que les imposantes autoroutes, les centres commerciaux et même l'aéroport, l'un des plus fréquentés au monde, soient inondés. L'eau n'a pas pu être entièrement évacuée avant plusieurs jours. Ces intempéries ont entraîné la mort de quatre personnes aux Emirats arabes unis et de vingt autres à Oman, et causé de nombreux dégâts, perturbant fortement les infrastructures et le fonctionnement des villes. L'aéroport de Dubaï a dû annuler plus de deux mille vols, ne retrouvant son activité normale qu'au bout d'une semaine. Mercredi, le riche pays pétrolier

a annoncé allouer 544 millions de dollars pour réparer les logements endommagés. Le terme de « déluge » n'est pas usurpé : les Emirats ont enregistré l'équivalent de près de deux ans de précipitations en l'espace d'une journée, avec jusqu'à 250 millimètres dans certaines zones. De quoi faire de ces pluies torrentielles l'événement le plus extrême dans le pays depuis le début des relevés il y a soixante-quinze ans. L'influence d'El Niño Alors que le caractère tant spectaculaire qu'insolite du phénomène n'a pas manqué d'alimenter les spéculations et les controverses quant à ses



causes, une étude scientifique du World Weather Attribution livre des éléments de réponse, jeudi 25 avril. Ce réseau international de chercheurs estime que le réchauffement climatique – qui a déjà atteint 1,2 °C depuis l'ère

préindustrielle et qui est causé par la combustion d'énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz) – est l'explication la plus probable. Il ne peut en revanche pas déterminer précisément la part de l'influence humaine.

Venise lance son billet d'entrée à 5 euros, afin de lutter contre le surtourisme

Cette taxe concerne uniquement les touristes journaliers entrant dans la vieille ville entre 8 h 30 et 16 heures. Les touristes dormant au moins une nuit sur place sont exemptés, selon le monde.fr. Le tourisme doit « changer » et les visites de la ville se « diluer », a affirmé le maire de Venise, Luigi Brugnaro. La ville a lancé, jeudi 25 avril au matin, son billet d'entrée à 5 euros pour les touristes à la journée – un dispositif destiné à endiguer le surtourisme. Ces billets, qui se présentent sous forme de QR codes vendus en ligne ou sur place, doivent être présentés à des contrôleurs

postés notamment sur le parvis de la gare, principal accès à la cité des Doges, où la situation était fluide jeudi, jour férié en Italie. En contraignant les touristes à la journée à payer 5 euros pour baguenauder le long de ses célèbres canaux, Venise espère dissuader certains d'entre eux de venir les jours de grande affluence. Devant la gare de Santa Lucia, principal point d'entrée dans la ville, une billetterie a été montée à la hâte pour venir en aide aux touristes dépourvus de ce nouveau sésame. A ce stade, l'expérience reste toutefois de portée très limitée : pour 2024, seuls vingt-neuf

jours de grande affluence sont concernés par cette nouvelle taxe, qui sera appliquée presque tous les week-ends de mai à juillet. « Une expérimentation » Venise devient ainsi la première ville touristique au monde à imposer un droit d'entrée à l'instar d'un parc à thème, alors que des mouvements hostiles au surtourisme se multiplient, notamment en Espagne, poussant les autorités à agir pour concilier le bien-être des habitants et un secteur économique crucial. Pour l'adjoint au tourisme, Simone Venturini, il s'agit « surtout de décourager le tourisme de proximité des habitants de la

région Vénétie qui peuvent visiter Venise quand ils veulent ». Le maire Luigi Brugnaro a lui-même reconnu début avril qu'« il s'agit d'une expérimentation », qui sera sans aucun doute suivie de près par d'autres grandes villes touristiques à travers le monde. Sa commune, l'une des plus visitées au monde, a déjà banni de son centre historique les bateaux de croisière géants, dont les nuées de passagers débarqués plus loin devront aussi montrer patte blanche. En pic de fréquentation, 100 000 touristes dorment à Venise, en plus de dizaines de milliers de visiteurs journaliers. A

comparer aux quelque 50 000 habitants du centre-ville, qui ne cesse de se dépeupler. Plusieurs exemptions prévues Cette taxe cible en outre uniquement les touristes journaliers entrant dans la vieille ville entre 8 h 30 et 16 heures. Ils peuvent télécharger leur QR code sur le site (<https://cda.ve.it/fr/>), disponible en italien, mais aussi en anglais, espagnol, français et allemand. Une amende de 50 à 300 euros est prévue pour sanctionner les touristes qui chercheraient à passer entre les mailles du filet, même si les autorités locales ont affirmé vouloir privilégier la persuasion à la répression.

La Chine mise en cause à Bruxelles pour le piratage de l'ordinateur d'une parlementaire

Selon une enquête du FBI, la présidente de la commission des affaires étrangères de la chambre des députés belges, Els Van Hoof, a été victime de hackers à la solde de Pékin, selon le monde fr.

Les services de renseignement belges disaient n'avoir rien trouvé à l'époque, mais une enquête menée par le FBI sur une tentative chinoise d'espionnage de responsables américains l'a confirmé : l'ordinateur d'Els Van Hoof, la présidente de la commission des affaires étrangères à la chambre des représentants (l'Assemblée), a bel et bien été

piraté, en 2021, par des hackers chinois du groupe APT31 (ou Zirconium), liés aux services de renseignement de Pékin.

Mme Van Hoof dit en avoir été informée il y a un mois. L'attaque qui l'a visée était vraisemblablement liée au fait qu'elle est membre de l'Alliance interparlementaire sur la Chine (IPAC), créée en 2020 et regroupant des membres du Parlement européen et d'une trentaine d'assemblées. L'IPAC entend apporter des « réponses coordonnées » à Pékin en matière de droits de l'homme, de sécurité et de commerce. Selon Mme

Van Hoof, quelque quatre cents membres de l'Alliance auraient été visés par des cyberattaques.

L'élue du parti Chrétiens démocrates et flamands (CD&V) a estimé « très inconfortable » le fait que Pékin ait pu suivre ses activités et la localiser durant trois ans. Elle dit, par ailleurs, avoir été l'objet de menaces et d'intimidations, notamment de la part de l'ambassade de Chine à Bruxelles. « Cela visait à me faire taire, mais je n'ai pas changé d'avis quant à la situation à Taiwan ou celle des Ouïgours », a-t-elle déclaré sur la chaîne publique néerlandophone VRT.



Le Liban reporte pour la 3^e année de suite des élections municipales, en raison des violences dans le sud du pays

Le report a été décidé sur la base d'un projet de loi soulignant que « l'agression israélienne contre le Liban » rendait « la situation militaire, sécuritaire et politique compliquée », selon le monde fr.

C'est la troisième année de suite. Le Parlement libanais a décidé jeudi 25 avril de reporter des élections municipales prévues en mai, en raison des violences dans le sud du pays entre le Hezbollah et Israël. Ces élections municipales étaient initialement prévues en 2022. Les deux reports précédents avaient été imputés à l'effondrement économique du pays.

Le Parlement « a approuvé une loi prolongeant le mandat des conseils municipaux (...) jusqu'au 31 mai 2025 au plus tard », a annoncé l'Agence



nationale d'information (ANI, officielle). Aucune nouvelle date n'a été fixée. Le report a été décidé sur la base d'un projet de loi soulignant que « l'agression israélienne contre le Liban » rendait « la situation militaire, sécuritaire et politique compliquée ». Le président du Parlement, Nabih Berri, allié du Hezbollah, avait estimé qu'il

était impossible d'exclure le sud du Liban de la tenue du scrutin. Depuis le début de la guerre dans la bande de Gaza entre Israël et le Hamas, le 7 octobre, le Hezbollah mène des attaques quasi quotidiennes contre Israël pour soutenir le mouvement islamiste palestinien, son allié. L'armée israélienne riposte en bombardant de plus en plus en

profondeur le territoire libanais et en menant des attaques ciblées contre des responsables du Hezbollah. Ces violences ont fait 380 morts du côté libanais, en majorité des combattants du mouvement libanais, ainsi que 72 civils, selon un décompte de l'Agence France-Presse (AFP). Lire aussi | Israël affirme que ses forces mènent une « action offensive » dans le sud du Liban

Ajouter à vos sélections
Des reports de scrutins courants
Plusieurs blocs parlementaires ont contesté le report du scrutin, pour lequel ont notamment voté le Hezbollah pro-iranien et ses alliés. Le chef de l'influent parti chrétien des Forces libanaises, Samir Geagea, a dénoncé sur X le fait d'avoir « privé une nouvelle fois les Libanais d'une occasion d'élire de nouvelles autorités municipales ».

Le fonctionnement des

municipalités a été largement paralysé au cours des dernières années en raison de l'effondrement économique. Le Liban est censé organiser des élections municipales tous les six ans. Le dernier scrutin local a eu lieu en 2016. Le report des scrutins était déjà courant au Liban avant même que le pays plonge, en 2019, dans la crise économique, doublée d'une crise politique.

Sans président de la République depuis novembre 2022, le Liban est dirigé par un gouvernement démissionnaire chargé de gérer les affaires courantes. La classe politique, en place depuis des décennies, est tenue responsable par une grande partie des Libanais de l'effondrement économique qui les a fait basculer dans la pauvreté.

AUSTRALIE :

Cinq adolescents mis en examen après des perquisitions antiterroristes

« Pendant l'enquête, nous avons pensé qu'il était probable qu'une attaque se produise », a expliqué la police, évoquant une « idéologie extrémiste motivée par des considérations religieuses », selon le monde fr.

La police australienne a annoncé, jeudi 25 avril, la mise en examen de cinq adolescents membres d'un réseau posant « un risque et une menace inacceptables » pour la population, à la suite d'une série de perquisitions antiterroristes.

Ces descentes de police ont conduit à sept arrestations

mercredi dans le cadre d'une enquête sur les « complices » de l'adolescent de 16 ans qui a agressé au couteau un évêque et plusieurs fidèles, lundi 15 avril, dans une église assyrienne de Sydney. Plus de 400 membres des forces de l'ordre ont participé aux perquisitions dans treize lieux différents de la ville.

Trois des adolescents ont été mis en examen jeudi pour conspiration en vue de planifier ou de préparer un « acte terroriste », a fait savoir la police, tandis que deux autres l'ont été pour possession de «

matériel extrémiste violent ». L'un des membres du groupe a, en outre, été mis en examen pour « détention d'un couteau dans un lieu public ».

Les jeunes arrêtés mercredi adhéraient à une « idéologie extrémiste motivée par des considérations religieuses » et faisaient partie d'un « réseau plus large », selon la police, qui n'a pas spécifié de quelle idéologie il s'agissait.

Action immédiate

Un haut responsable de la police de Nouvelle-Galles du Sud, Dave Hudson, a dit mercredi

que la surveillance « intense » du réseau en donnait une image alarmante, qui exigeait une action immédiate. « Leur comportement, pendant leur placement sous surveillance, nous a amenés à penser que, s'ils devaient commettre un acte, nous ne serions pas en mesure de l'empêcher », a-t-il déclaré à la presse. « Pendant l'enquête, nous avons pensé qu'il était probable qu'une attaque se produise », a-t-il ajouté.

La semaine dernière, Mar Mari Emmanuel, évêque d'une église chrétienne assyrienne de Sydney,

a été frappé de plusieurs coups de couteau à la tête et à la poitrine par un jeune homme de 16 ans au cours d'un sermon diffusé en direct. Il a été hospitalisé, mais ses jours ne sont pas en danger.

Le religieux, qui disposait d'une large audience sur Internet, de près de 200 000 personnes, s'est fait connaître en critiquant l'islam et les vaccins contre le Covid-19. Le Conseil national des imams d'Australie a mis en garde jeudi contre des interventions policières excessives qui risquent d'aliéner davantage les « jeunes désillusionnés ».

A LA UNE AFFAIRE USMA-RSB: La FAF déclare la guerre à la CAF

La Fédération algérienne de football a officiellement porté plainte auprès de la commission d'éthique de la FIFA contre la Confédération africaine de football (CAF) pour non-respect de ses règlements dans l'affaire opposant l'USM Alger et le RS Berkane. Pour appuyer la plainte de la fédération, Walid Sadi s'est déplacé en personne en Suisse avec cinq avocats.

La Fédération algérienne de football a officiellement porté plainte auprès de la commission d'éthique de la FIFA contre la Confédération africaine de football (CAF) pour non-respect de ses règlements dans l'affaire opposant l'USM Alger et le RS Berkane. Pour appuyer la plainte de la fédération, Walid Sadi s'est déplacé en personne en Suisse avec cinq avocats.

Le litige opposant l'USM Alger au RS Berkane, et dont la CAF

a été juge et bourreau, s'est propagé en dehors du continent africain. Incapable de statuer de manière juste et légale dans cette affaire, la CAF devra désormais répondre de ses agissements devant la commission d'éthique de la FIFA.

En effet, une plainte a été déposée ce jeudi par la fédération algérienne de football auprès de la commission susmentionnée contre l'instance panafricaine pour violation de ses propres règlements dans l'affaire du maillot du club marocain du RS Berkane floqué d'une carte géographique du Maroc englobant le territoire de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en toute violation des règles sportives fondatrices universelles, notamment l'article 10.3.6 du règlement de la FIFA sur l'équipement, qui stipule qu'un

“élément décoratif ne doit pas (...) représenter le visage ou l'identité d'une personne, la forme d'un pays ou d'un territoire ou en donner l'impression”. Ou encore la loi 4 du football relative à l'équipement des joueurs, article 4.5 portant sur les slogans, déclarations, images, publicité : “L'équipement ne doit présenter aucun slogan, inscription ou image à caractère politique, religieux ou personnel. Les joueurs ne sont pas autorisés à exhiber de slogans, messages ou images à caractère politique, religieux, personnel ou publicitaire sur leurs sous-vêtements autre que le logo du fabricant.”

Sadi avec 5 avocats

C'est le président de la FAF, Walid Sadi en personne, qui s'est déplacé ce jeudi à Lausanne, accompagné de cinq avocats d'un cabinet spécialisé dans ce



genre d'affaires.

Dans sa plainte, la FAF a également reproché à la CAF de ne pas avoir répondu à ses courriers dans lesquels elle l'interrogeait sur les textes auxquels elle s'est référée pour prononcer son verdict dans les deux affaires opposant l'USM Alger au RS Berkane, en l'occurrence celle du maillot saisi par les douanes algériennes, et celle de la défaite du représentant

algérien sur tapis vert (3-0) alors que c'est le club marocain qui a refusé de jouer.

En décidant de porter l'affaire devant les instances internationales, la FAF veut faire passer un message qu'elle ne se taira plus devant les violations commises par la CAF de ses propres règlements en toute impunité, et ce, depuis plusieurs années maintenant.

CAN 2025:

Infantino remet Lekjaâ à son réel gabarit

Le Maroc était obsédé par l'idée de faire jouer la CAN-2025 à l'été de la même année. Il a même fait le forcing pour organiser le tournoi continental à cette période pour ce que cela pouvait représenter en matière d'image et de tourisme. Mais Gianni Infantino, président de la FIFA, a contrarié les plans du pays de Mohamed VI en obligeant à décaler la 35e édition de la CAN à janvier 2026. Fouzi Lekjaâ, président de la Fédération royale marocaine de football (FRMF), ne pourra pas se vanter d'avoir exaucé le vœu de son roi. En effet, l'instance footballistique des voisins de l'Ouest insistait, en février

dernier dans un communiqué, sur la nécessité de « poursuivre le travail et s'investir à fond, afin de donner à l'équipe du Maroc et au football national la place méritée et faire vibrer de joie le cœur des supporters marocains lors des prochaines compétitions, dont la suite des éliminatoires de la Coupe du monde 2026 et la 35e édition de la CAN qui sera disputée au Royaume durant l'été 2025, conformément à la Haute Sollicitude Royale. » **Moment de solitude pour la "Sollicitude"**

Le dernier passage renseigne sur le désir du Maroc pour faire les choses différemment. L'idée principale était de jouer



l'épreuve continentale en été. Ce qui est une bonne idée en soit. Malheureusement, même la « Haute sollicitude royale » n'a pas suffi pour faire abdiquer Infantino. Ce dernier tient à ce que la Coupe du Monde des

clubs FIFA 2025, prévue du 15 juin au 13 juillet de ladite année, soit l'événement phare.

En réaction préalable, Patrice Motsepe, patron de la CAF, avait déjà noté que « nous voulons que la Coupe d'Afrique des

Nations ait lieu au moment le plus favorable et le plus pratique pour le tournoi. Nous discutons toujours avec la FIFA au sujet des dates ». Dès lors, la CAN 2025 ne fera pas l'exception et se déroulera à l'hiver de l'année d'après. Infantino a forcé la CAF à reporter (encore une fois) ladite séquence. Et ce à cause de l'agenda footballistique défavorable à une organisation estivale. La décision est logique. Certes, Lekjaâ peut faire la pluie et le beau temps sur le continent. Cependant, jouer dans la cour d'Infantino n'est clairement pas dans ses cordes.



En s'exilant en Turquie cet hiver, Youcef Atal ne doit pas regretter ce choix. En effet, depuis qu'il a entamé sa nouvelle aventure à Adana Demirspor, l'arrière droit de l'EN semble retrouver des couleurs et ses performances qui sont tout le temps bonnes, comme l'illustre sa très bonne prestation samedi lors du déplacement chez Samsunspor, d'où sa présence

dans l'équipe type de la 33e journée de la Süper Lig turque.

Et ce n'est pas la première fois qu'il est sélectionné dans l'équipe de la semaine, une maigre distinction certes mais pour un joueur qui est passé par une longue période noire cette saison et ses démêlés avec la justice française après une simple publication qui a été amplifiée exagérément, sans

oublier le cuisant échec qu'il a vécu en Côte d'Ivoire avec l'EN, pour surmonter toutes ces dures épreuves, il lui fallait un sacré mental, en plus de rester en bonne santé, car durant ces dernières années, il n'a pas été épargné par les blessures musculaires. Certains pour expliquer cette fragilité physique lui reprochaient sa mauvaise hygiène de vie, mais il n'a jamais réagi à ces critiques, doit-on le rappeler.

Il s'est assagi

Passé du joueur que les grands clubs réclamaient en Europe, à un joueur indésirable, cette chute aux enfers que l'enfant de Boghni n'a pas vu venir en collectionnant les blessures musculaires et autres écarts de discipline qui mirent en difficultés une carrière qu'on prévoyait de prometteuse,

Atal touche du bois !

Youcef Atal aura tout vu, avant son transfert en Turquie fin janvier dernier, un changement de cadre qu'il l'a aidé à oublier ses déboires à Nice mais surtout permis de retrouver cette joie de jouer qu'il avait perdue pour les raisons citées au haut de l'article. Néanmoins, ce retour en forme n'est pas dû à son changement de club. D'après son entourage, Youcef s'est assagi. Il a enfin compris que pour retrouver son meilleur niveau, il fallait faire de gros sacrifices, avec ce nouvel état d'esprit qu'il adopte depuis qu'il a rejoint Adana Demirspor, tout marche parfaitement bien pour cet élément doué techniquement, pourvu que ça dure, espère-t-on.

Les grands clubs turcs en salivent

Son retour au premier plan

intervient au bon moment puisque dans quelques semaines, il sera libre sur le marché (fin de prêt), une opportunité pour tous les clubs qui désirent le recruter. En Turquie, les grands clubs du pays sont très intéressés pour l'enrôler, lit-on dans les sites spécialisés turcs, en tête Galatasaray et Beşiktaş qui sont disposés à satisfaire toutes exigences financières notamment pour arracher son accord. Cependant, Youcef Atal et ses conseillers ne sont pas pressés pour trancher dès à présent, sachant que s'il persiste dans cette forme éblouissante, d'autres clubs en Europe vont se manifester pour lui. Autrement dit, Atal ne tranchera sa future destination qu'une fois toutes les cartes en main.

M.S.

BARÇA:

Joan Laporta a promis un mercato fou à Xavi



Le FC Barcelone a réussi à faire changer d'avis Xavi qui va rester à la tête du club la saison prochaine. Et la direction lui a fait de grandes promesses pour faire un mercato XXL cet été.

C'est ce que l'on appelle un vrai retournement de situation. Il y a plusieurs mois maintenant, après une défaite subie face à Villarreal (3-5), Xavi Hernandez annonçait son départ du Barça. «Je tiens à annoncer que le 30 juin, je ne continuerai plus comme entraîneur du Barça. Je pense que la situation doit changer de cap et, en tant que Culé, je ne peux pas permettre la situation actuelle. Nous en avons parlé avec le président Laporta et avec

la direction sportive, en tant que Culé, je pense que le club a besoin d'un changement de dynamique. En pensant au club et aux joueurs, je pense qu'ils seront libérés et plus calmes», avait-il annoncé en conférence de presse. De quoi provoquer un véritable séisme en interne et surtout permettre à son équipe d'inverser la tendance. Car après cette annonce, la formation catalane avait enchaîné 13 rencontres sans défaite jusqu'à ce match retour face au PSG et donc cette élimination en quarts de finale de C1. Entre temps, la direction du FC Barcelone avait tenté plusieurs fois de faire changer d'avis Xavi. Joan Laporta avait expliqué que personne n'incarnait mieux le Barça que Xavi et le projet devait continuer avec lui. Mais l'ancien capitaine

emblématique des Blaugranas n'avait pas changé d'avis et la direction avait commencé à chercher d'autres entraîneurs. Mais voilà, le Barça n'est pas un club comme les autres. Après la semaine décevante marquée par l'élimination en C1 et la défaite lors du Clasico (3-2), Xavi a surpris son monde en changeant d'avis et en annonçant qu'il restait finalement à la tête du club. Dans une conférence de presse ce mercredi, la direction officialisait son maintien expliquant que les dernières réunions entre les différentes parties avaient porté leurs fruits. **Une première piste déjà activée**

Dans ce sens, la presse catalane fait des révélations ce vendredi sur les sujets évoqués dans ces réunions. Au moment de l'annonce de son départ, Xavi

avait beaucoup insisté sur le fait que le projet du Barça devait prendre une autre tournure, que le club devait avoir plus d'ambitions pour redevenir un grand d'Europe. Selon Sport, Deco et Laporta ont promis un gros mercato à Xavi cet été. Les postes à renforcer ont déjà été ciblés et Xavi attend donc des recrues au milieu de terrain mais aussi un ailier gauche performant dans le un contre un. Un défenseur gauche est aussi vivement souhaité par le coach espagnol. La direction a promis à Xavi des joueurs confirmés pour permettre d'enfin passer un cap. «Le club a assuré à Xavi qu'il y aurait des signatures importantes et qu'il y aurait des ventes pour les financer», écrit dans ses colonnes Sport.

Justement, le premier profil

évoqué pour lancer le mercato 2024-2025 du FC Barcelone se nomme Khvicha Kvaratskhelia. L'ailier géorgien du Napoli est très apprécié de Xavi et correspond parfaitement à ce qu'il recherche, à savoir un ailier gauche percutant et performant dans le duel offensif, annonce la Gazzetta Dello Sport. Surtout, à 23 ans, ce dernier ne souhaite plus vraiment prolonger son aventure à Naples qui lui a pourtant proposé un meilleur salaire. Il souhaite changer d'air et le Barça veut donc frapper fort pour le récupérer. Mais il faudra avoir des finances solides car Aurelio De Laurentiis ne le bradera pas, au contraire.

Le FC Barcelone travaille sur la piste Marco Verratti !

En quête d'un renfort au milieu de terrain pour la saison prochaine, le FC Barcelone étudie plusieurs pistes. Et l'une des idées de la direction est de rapatrier Marco Verratti qui évolue depuis un an au Qatar du côté d'Al-Arabi.

Xavi va continuer son aventure au FC Barcelone. L'annonce a été faite ce jeudi en conférence de presse. Pour convaincre le technicien espagnol de changer d'avis, la direction catalane a promis un mercato XXL avec des renforts sur toutes les lignes. Les postes à renforcer ont été ciblés. Offensivement, le Barça veut récupérer un ailier gauche capable d'être explosif et doué dans le un contre un. En ce sens, la presse italienne annonce que

la priorité se nomme Khvicha Kvaratskhelia. L'attaquant géorgien du Napoli n'est pas sûr de vouloir continuer en Serie A. Et si le problème au poste de latéral gauche devra aussi être réglé cet été, Xavi a beaucoup insisté sur la nécessité de recruter rapidement au milieu de terrain. Ce secteur, qui a longtemps été la force du club catalan dans ses plus belles années, a fait défaut quasiment toute la saison. Avec un Pedri qui ne cesse de faire des aller-retours à l'infirmerie, un Frenkie De Jong irrégulier et placé sur la liste des transferts, un Romeu décevant et un Gavi out après une grave blessure, Xavi a même dû composer avec Christensen dans ce rôle de sentinelle devant la défense.



Alors pour la direction du Barça, la priorité sera de recruter un ou plusieurs joueurs à ce poste pour la saison prochaine. Et à en croire les informations de Sport, les Blaugranas ont plusieurs options pour recruter. **Une envie de revenir en Europe pour Verratti ?**

Selon le média catalan, la première option est évidemment

de frapper un grand coup sur le marché des transferts en n'hésitant pas à sortir un gros chèque pour une recrue dans ce secteur. Les noms de Joshua Kimmich, qui n'a jamais caché son envie de jouer au Barça un jour, et de Martin Zubimendi sont évoqués. Pour le joueur de la Real Sociedad, le montant demandé par son club a de quoi considérablement freiner les ambitions barcelonaises. Alors le Barça a une idée en tête pour son poste de numéro 6, celle d'aller récupérer un joueur qui évolue dans un championnat un peu plus exotique.

En effet, le Barça pense sérieusement à l'idée de tenter le coup avec Marco Verratti. L'international italien a quitté le

PSG cet été pour le Qatar et Al-Arabi. Dans son nouveau club, l'aventure se passe plutôt bien puisqu'il a disputé 16 matches (sur 18) et délivré 7 passes décisives. Mais du haut de ses 31 ans, le milieu italien a encore des années de haut niveau à offrir et un retour en Europe (il a aussi négocié le droit de revenir en Europe 1 semaine par mois), dans un Barça qui l'a toujours convoité dans sa carrière, n'est pas si farfelu. Selon les informations du média catalan, Verratti n'est pas une piste très coûteuse et surtout un retour en Europe lui permettrait de revenir en sélection italienne à deux ans du Mondial. Alors le rendez-vous manqué entre Verratti et le Barça pourrait être enfin rectifié...

Naples va dénicher le successeur de Victor Osimhen en Ligue 1

Avec le très probable départ de Victor Osimhen cet été, Naples s'active déjà pour le remplacer. Et comme en 2020, le club italien veut piocher en Ligue 1 pour trouver son successeur.

Les grands clubs européens sont tous à la recherche de la perle rare au poste de numéro neuf. Il faut dire que ces dernières années, plus qu'à l'accoutumée, les attaquants confirmés et capables de faire passer un cap aux géants d'Europe ne courent pas les rues. Et il faut donc avoir des idées pour dénicher la perle rare. Il y a deux saisons maintenant, le Napoli avait eu du flair en allant chercher Victor Osimhen du côté du LOSC. Si l'attaquant nigérian n'était pas inconnu au bataillon et sortait d'une belle saison avec

18 buts en 36 matches, il n'était pas non plus considéré comme le plus grand talent à son poste. Pourtant, son arrivée en Italie a tout de suite fait l'unanimité et il n'a pas tardé à marquer le club de son empreinte. Après deux belles saisons, le buteur de 25 ans a écrit l'histoire en étant exceptionnel l'année du sacre en Serie A. Auteur de 31 buts en 39 matches cette saison-là, il avait bluffé tout le monde et avait confirmé son statut de star. Largement courtisé, il avait finalement prolongé son contrat mais désormais, son départ est de plus en plus proche. Son président Aurelio Di Laurentiis se montre déjà gourmand et réclamerait déjà plus de 120 millions d'euros. De quoi renflouer les caisses du club et surtout trouver un remplaçant

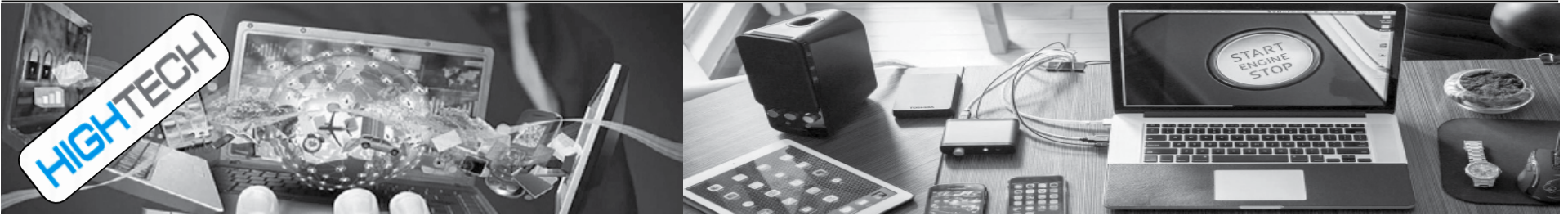
pour la saison prochaine.

Une enveloppe de 50 millions Car la priorité absolue du Napoli sur le mercato est bien de trouver son futur attaquant. Selon les informations de Sport, plusieurs profils ont été étudiés notamment en Espagne où Artem Dovbyk de Girona est une piste concrète. Le buteur ukrainien a inscrit 18 buts en Liga cette saison et figure en tête du classement des buteurs. Selon le média catalan, le Napoli aura une enveloppe d'environ 50 millions pour son prochain attaquant. Et cela tombe bien car à en croire les informations de la Gazzetta Dello Sport, c'est du côté de la Ligue 1 que les dirigeants italiens regardent sérieusement. Deux profils plaisent énormément à De Laurentiis. Selon le journal au



papier rose, le premier n'est autre que Jonathan David. Comme pour Osimhen, Napoli veut piocher du côté du LOSC et semble déterminé à l'idée de recruter l'international canadien. Dans ce dossier, Lille demande 50 millions d'euros. Une somme élevée pour De Laurentiis qui veut faire baisser le prix. Mais les négociations ont bien avancé avec le joueur puisqu'un contrat de 5 ans et un salaire de 3 millions par an l'attendent déjà. Dans le même temps, un autre

profil est étudié et il est aussi international nigérian. Il s'agit de Terem Moffi. L'attaquant de l'OGC Nice réalise une première saison intéressante avec 11 buts en 26 matches de L1 et figure visiblement sur les tablettes des Partenopei, qui estiment qu'il pourrait connaître le même développement que Victor Osimhen. Et Nice qui l'a acheté pour un peu plus de 20 millions il y a un an ne sera pas contre s'en séparer si un gros chèque arrivait déjà sur la table.



Une hypercar électrique audacieuse sans parebrise signée BYD

Au travers d'une marque positionnée dans le haut de gamme, le Chinois BYD vient de dévoiler un bolide électrique qui a de quoi décoiffer. Ce concept Super 9 ressemble à une barquette de course futuriste, dénuée de parebrise. Elle sera commercialisée.

Audacieux, exubérant, sensationnel, le nouveau concept d'hyper car Super 9 a incontestablement une sacrée allure. Dépourvue de parebrise et de toiture, cette biplace ressemble à une barquette de course, de type McLaren, ou bien un rappel modernisé de la fameuse Porsche 356 Speedster qu'affectionnait James Dean, sauf qu'elle est 100 % électrique et qu'elle vient de Chine.

La Super 9 est signée Fang Chen Bao. Cette marque ne vous dit sans doute pas grand-chose et pourtant, c'est le porte étendard haut de gamme du constructeur d'automobiles électriques BYD. Le Chinois est désormais le numéro mondial de la production de véhicules électriques, ne serait-ce qu'en raison de la taille de son propre marché. S'attaquer au segment des hyper cars électriques d'exception ne fait donc pas peur à l'industriel.

L'auto ne serait d'ailleurs pas un simple concept, elle se destinerait à la production. Biplace, le bolide est doté d'un double cockpit séparé par une bande de carrosserie et de sièges intégrés en fibre de carbone. Sur ses flancs, les portes sont de type

papillon. Dénué de pare-brise, l'habitacle fait penser à celui d'un avion de chasse avec un volant de Formule 1 moderne.

En voie de production

L'essentiel des commandes est placé sur ce volant. On en trouve quelques autres sur la console centrale. Au-dessus du volant, le tableau de bord numérique est minimaliste et affiche les informations essentielles devant les yeux du conducteur. Côté aérodynamisme, seule une petite lame de verre vient dévier l'air pour éviter d'être décoiffé par les performances de la barquette. Pour réduire le poids, le châssis est constitué de fibre de carbone. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'une voiture électrique qui embarque une lourde batterie



pouvant affecter sa maniabilité. Pour le moment, on n'en sait pas plus sur les performances de ce véhicule qui vient tout juste d'être présenté. Jusqu'à maintenant Fang Cheng Bao se concentrait sur des SUV électriques haut de

gamme. Totalemment à part de ce segment, cette Super 9 sera donc commercialisée et portera le nom de Bao 9. Il semble évident que la marque sortira d'autres véhicules dans cette catégorie.

Un nouveau malware du renseignement russe s'attaque à l'Europe

Un malware émanant des services de renseignement russes a été détecté en Estonie. Il sert essentiellement à des fins d'espionnage, mais peut également être utilisé pour détruire les systèmes informatiques ciblés.

L'Estonie a toujours été la cible des pirates liés au Kremlin. L'État balte frontalier de la Russie avait fait l'objet d'une vague massive de cyberattaques dès 2007. Elle avait paralysé le pays qui était alors celui ayant le plus développé la dématérialisation de ses services. L'objectif du Kremlin ? Destabiliser ce petit pays qui tournait le dos à la Russie et démantelait les statues de l'époque soviétique.



Aujourd'hui, sur fond de guerre en Ukraine et de défiance envers l'Union européenne, la Russie poursuit cette guerre hybride via des opérations d'influence

numérique et des cyberattaques. La société de cybersécurité WithSecure vient justement de détecter un malware qu'elle a baptisé Kapeka et qui vient

clairement du renseignement russe. L'attribution a été possible en analysant les scripts. Ils sont similaires à ceux exploités par le groupe de hackers lié au renseignement russe, Sandworm.

Sandworm, un groupe rattaché aux renseignements russes

C'est ce groupe qui avait attaqué le réseau énergétique en Ukraine en 2016. Le nouveau malware vient donc s'ajouter à son arsenal. Dans le cas de Kapeka, le nuisible ouvre une porte dérobée, une « backdoor » sur les ordinateurs infectés. Cela permet d'analyser leurs flux d'informations et d'implanter d'autres codes malveillants. Le backdoor est assez furtif

pour rester indétectable et il a la capacité de pouvoir s'autodétruire.

Pour brouiller les pistes, en plus d'espionner des cibles de haute valeur, Kapeka peut servir à implanter un ransomware dont l'objectif n'est pas tant la rançon que la destruction. Cela peut paralyser des entreprises de premier plan du pays ciblé. L'outil serait aussi présent dans d'autres pays ayant appartenu à l'ancien bloc soviétique. L'Ukraine serait également ciblée, ainsi que la Pologne. L'ancêtre de ce malware avait déjà été découvert dans une entreprise estonienne au printemps 2023.

Le monde redécouvre les émulateurs sur iPhone

Rejouer au premier Mario ou à Pokémon sur son iPhone dans le métro avant d'aller au boulot, c'est possible. Depuis une semaine, il n'a jamais été aussi simple d'installer des émulateurs sur des appareils Apple. Ces programmes imitent le fonctionnement de consoles de jeux et permettent ainsi de jouer à toute une gamme de jeux rétro.

Si l'émulation est facilement accessible depuis longtemps

sur Android et sur ordinateur, elle se faisait discrète sur iOS. En Europe, le Digital Market Act contraint désormais la marque à la pomme à autoriser sur ses appareils des magasins d'applications différents de l'AppStore. Ces stores alternatifs proposent notamment des émulateurs.

Zone grise de la loi

En réaction, l'AppStore américain a lui aussi ouvert ses portes plus grand et Delta,

un programme qui permet d'émuler de nombreuses consoles Nintendo, en a profité. Ce dernier s'est vite retrouvé premier des téléchargements, rapporte Numerama. Sur Twitter et TikTok, de nombreux utilisateurs ont partagé leur enthousiasme de redécouvrir avec nostalgie des jeux de leur enfance.

Attention tout de même si vous êtes tentés par une petite partie de Donkey Kong sur téléphone.

L'émulation existe dans une zone gris foncé de la loi. Les programmes sont légaux, mais le téléchargement de jeux (sous forme de ROM) est quant à lui illégal.

Les ayants droit peuvent se montrer relativement tolérants sur le retro gaming, mais, à l'inverse, Nintendo a récemment fait fermer Yuzu, un émulateur de Switch sur PC. Alors, l'émulation, à consommer avec modération.





Un tiers des crèmes solaires n'assure pas le niveau de protection affiché, selon l'UFC-Que Choisir

Dans son numéro du mois de mai, le magazine UFC-Que Choisir alerte sur la vente de crèmes solaires pour le visage ne respectant pas le niveau de protection SPF 50 ou 50+ affiché. C'est un produit indispensable pour protéger la peau des rayons ultra-violet : la crème solaire. Que ce soit pour la vie quotidienne, en vacances ou lors d'activités physiques en extérieur, il est recommandé de protéger sa peau du soleil. L'absence ou une mauvaise protection face au soleil augmentant le risque de coup de soleil, de vieillissement de la peau ou encore de cancer. Comme le souligne la Fondation pour la Recherche Médicale (FRM), plus de 80 % des cancers de la peau sont liés à une exposition excessive au soleil.



Les crèmes solaires proposent donc différents niveaux de protection. Allant de «faible» à «très haute». Ces indications sont indiquées grâce au facteur de protection (FPS), aussi appelé indice de protection (IP), noté sur l'étiquette du produit. Mais dans son numéro du mois de mai, le magazine UFC-Que Choisir constate que

plusieurs crèmes solaires ne respectent pas le niveau de protection affiché, ce dernier étant mesuré en laboratoire. Crème solaire pour le visage SPF 50 : 4 produits présentaient un niveau de protection d'un indice 30. Ce sont des «résultats inquiétants» publiés par le magazine UFC-Que Choisir. En effet, après avoir analysé

en laboratoire 13 crèmes solaires pour le visage, étiquetés SPF (facteur de protection solaire) 50 ou 50+, à savoir le plus haut niveau de protection, «un tiers de ces produits n'assure pas le niveau de protection affiché». Plus précisément, selon le magazine, il s'agissait de cinq des produits analysés. Parmi eux, 4 produits présentaient un niveau de protection d'un indice 30.

L'Association pointe également certains composants de la protection solaire et leurs effets sur l'environnement. En effet, 10 produits sur 13 présentaient des composants «ayant des effets nocifs sur les organismes aquatiques». Pourtant, le magazine UFC-Que Choisir constate la présence d'images de

coraux assorties de mentions faussement rassurantes pour le consommateur. Aussi, à la vue de ces résultats, l'UFC-Que Choisir précise dans son numéro du mois de mai mettre «en demeure les fabricants de rendre leurs produits conformes aux indices affichés ou à défaut de retirer leurs produits». De plus, l'Association saisit la Direction générale de la concurrence et de la répression des fraudes (DGCCRF) et appelle à sanctionner «les marques commercialisant de tels produits», ainsi que d'intensifier les contrôles. Enfin, «l'Association presse le Ministère de l'Environnement à la nécessité d'encadrer les allégations environnementales pour les produits cosmétiques».

La consommation de ces additifs alimentaires pourrait augmenter le risque de diabète de type 2

Les additifs alimentaires présents en grande quantité dans les aliments ultra-transformés peuvent avoir de nombreux effets sur la santé physique et mentale. Certains d'entre eux pourraient notamment augmenter le risque de développer un diabète de type 2 selon des scientifiques français. Ce n'est plus une surprise, les aliments ultra-transformés peuvent avoir de nombreuses conséquences néfastes sur la santé. En effet, de récentes études ont démontré qu'ils seraient susceptibles d'augmenter les risques de maladies cardiovasculaires, d'intolérance au gluten, de cancer, ou encore de problèmes de santé mentale. Bien que souvent très appétissants, le site MangerBouger.fr rappelle que ces aliments ultra-transformés ont subi des transformations physiques, chimiques ou biologique par le biais et procédés industriels et contiennent de multiples additifs, ajoutés pour améliorer leur goût, texture, ou encore conservation. Une récente étude publiée dans

la revue Lancet Diabetes & Endocrinology s'est intéressée aux relations entre les apports alimentaires en additifs émulsifiants et le risque de développer un diabète de type 2. Ces derniers sont utilisés pour aider à mélanger deux substances qui normalement se séparent. Pour cela, ils ont analysé les données de santé de plus de 104.100 adultes âgés en moyenne de 43 ans et à 79% des femmes, en étudiant leur consommation d'additifs émulsifiants grâce à des enquêtes alimentaires tous les 6 mois pendant 14 ans. Risque de diabète de type 2 et émulsifiants : voici les additifs concernés. Au cours de ces travaux, 1.056 participants ont été diagnostiqués diabétiques de type 2. A l'issue de l'étude, les chercheurs ont constaté que l'exposition chronique à certains additifs émulsifiants était associée à une hausse du risque de diabète de type 2. Voici la liste des émulsifiants concernés selon les scientifiques :

- les carraghénanes,



- le phosphate tripotassique, ou E340, qui entraînerait une augmentation du risque de 15% pour chaque 500 mg par jour
- les esters d'acide acétyltartrique de monoglycérides et de diglycérides d'acides gras, comme le E472e, qui entraîneraient une augmentation du risque de 4% pour chaque 100 mg journalier
- le citrate de sodium,

- ou E331, qui entraînerait une augmentation du risque de 4% pour chaque 500 mg quotidien
- la gomme de guar, ou E412, qui entraînerait une augmentation du risque de 11% pour chaque 500 mg par jour
- la gomme arabique, ou E414, qui entraînerait une augmentation du risque de 3% pour chaque 1000 mg journalier
- la gomme xanthane, ou E415, qui entraînerait une augmentation du risque de 8% pour chaque 500 mg quotidien

Des premiers résultats qui doivent pousser à réévaluer l'utilisation de ces additifs

selon les chercheurs. Si ces premières découvertes montrent un lien entre exposition à certains additifs émulsifiants et risque accru de développer un diabète de type 2, les scientifiques de l'étude insistent sur la nécessité de poursuivre les recherches afin de pouvoir expliquer les raisons de cette association. «Ces résultats doivent être reproduits dans d'autres études épidémiologiques à travers le monde, et complétés par des études expérimentales toxicologiques et interventionnelles, pour éclairer davantage les mécanismes liant ces additifs émulsifiants et la survenue du diabète de type 2, mais ils donnent des éléments clés pour enrichir le débat sur la réévaluation de la réglementation relative à l'utilisation des additifs dans l'industrie alimentaire, afin de mieux protéger les consommateurs», ont expliqué dans un communiqué Mathilde Touvier et Bernard Srour, principaux auteurs de l'étude.



Original, ce «coquelicot» orange ne demande aucun entretien et refleurit tout seul chaque année

Vous aimez le traditionnel coquelicot ? Vous devriez être séduit par cette fleur que l'on surnomme «coquelicot orange» et qui s'installe très facilement au jardin.

Quoi de plus beaux que des fleurs délicates pour parsemer le jardin de notes de couleurs ? Le coquelicot est bien souvent une plante de choix pour ajouter une touche bucolique au jardin mais si vous choisissiez de l'orange pour changer un peu ? Souvent appelé à tort «coquelicot» en raison de sa ressemblance avec le coquelicot rouge classique, le pavot de Californie est une merveille de la nature idéale pour apporter une touche de couleur vive à n'importe quel jardin. Originaire de Californie, cette plante robuste présente des

fleurs d'un orange vif original et très ensoleillé. Non seulement ses couleurs chaudes attirent le regard, mais son port touffu et ses feuilles bleu-vert offrent un beau contraste qui donnera vie à tous les espaces extérieurs. Et ce n'est pas son seul avantage !

La bonne nouvelle, c'est que planter le pavot de Californie est un jeu d'enfant. Cette plante résistante à la sécheresse préfère les environnements ensoleillés et s'adapte bien à divers types de sols. Elle préférera tout de même les sols bien drainés et légèrement sablonneux pour maximiser sa floraison. Pour l'adopter, il suffit de semer les graines directement en pleine terre au printemps, après les dernières gelées, ou en automne dans les régions à hivers doux.

Dispersez les graines à la surface du sol et couvrez-les légèrement de terre en sachant que l'exposition au soleil est cruciale pour leur germination. Espacer les plants d'environ 30 cm permet à chaque plant de mieux s'épanouir.

Côté entretien, le pavot de Californie est exemplaire par sa simplicité. Une fois établi, il nécessite peu d'arrosage, faisant de lui le candidat idéal pour les jardins écologiques ou pour les jardiniers qui ont peu de temps à consacrer à leur espace extérieur. Sachez que trop d'eau peut nuire à la plante en favorisant plutôt la pourriture des racines. Il n'est pas nécessaire de fertiliser le pavot de Californie ; la plante préfère les sols moins fertiles,



ce qui limite la croissance excessive des feuilles au détriment des fleurs.

Et ce n'est pas tout, vous n'aurez rien à faire pour avoir des fleurs l'année suivante ! Sa capacité à se ressemer spontanément signifie que, une fois planté, il reviendra année après année,

réensemencé par ses propres graines tombées au sol. En fin de saison, laissez les capsules de graines sécher sur la plante pour encourager la réapparition spontanée l'année suivante, ou récoltez-les pour semer dans de nouvelles zones.

Rien de mieux que cet ingrédient improbable pour nettoyer le dessous des poêles

Un ingrédient surprenant, présent dans votre cuisine, se révèle être une solution redoutable pour redonner son éclat aux dessous de poêles noircis.

Les poêles sont souvent soumises à rude épreuve dans les cuisines. Utilisées fréquemment, elles accumulent les traces de brûlé et de graisse, particulièrement sous leur fond où la chaleur est en contact direct avec les surfaces de cuisson. Cette partie de la poêle, souvent négligée lors du nettoyage quotidien, devient un véritable défi à maintenir propre. Les résidus carbonisés non seulement détériorent l'aspect de vos poêles mais peuvent aussi affecter leur performance et la qualité des aliments cuisinés. Trouver une méthode efficace et non abrasive pour nettoyer ces traces peut

sembler compliqué, surtout avec les recommandations habituelles qui incluent souvent des produits chimiques forts ou des techniques de grattage pouvant endommager les surfaces.

Un condiment populaire qui se trouve sans doute déjà chez vous peut alors entrer en scène pour faciliter le nettoyage des poêles. En utilisant le ketchup, non seulement vous optez pour une solution de nettoyage efficace et économique, mais vous contribuez également à réduire l'utilisation de produits chimiques dans votre maison. Le secret du ketchup réside dans l'acide acétique, un composant du vinaigre intégré dans sa préparation, qui est excellent pour dissoudre les résidus carbonisés. Pour utiliser le ketchup comme nettoyant,



commencez par étaler une couche généreuse de ketchup sur le dessous de la poêle. Laissez agir le condiment pendant 10 à 15 minutes, pour que l'acide ait le temps d'agir sur les graisses et les brûlures. Ensuite, utilisez une brosse à récurer douce ou une

éponge pour frotter doucement la surface. Vous constaterez que les résidus s'enlèvent beaucoup plus facilement, et ce, sans recours à des produits chimiques agressifs ou à des techniques pouvant endommager vos ustensiles de cuisine.

Pour un résultat optimal, il est conseillé de rincer les poêles à l'eau chaude après le nettoyage pour éliminer tout résidu de ketchup et de saleté. Cette méthode est particulièrement efficace pour les poêles en acier inoxydable et en fonte, mais elle peut être utilisée avec prudence sur d'autres matériaux. Assurez-vous de tester sur une petite zone avant de procéder au nettoyage complet. En outre, pour maintenir vos poêles en bon état, pensez à les nettoyer régulièrement après chaque utilisation pour éviter l'accumulation de graisse et de brûlé, simplifiant ainsi le nettoyage en profondeur périodique.

Pain grillé

L'astuce simplissime d'un chef pour le préparer

Vous avez envie de toasts bien grillés mais votre grille-pain fait des siennes ? Norbert Tarayre va vous sauver grâce à cette idée maligne. Vous avez tout ce qu'il vous faut sous la main pour vous régaler.

Pour cette technique, Norbert conseille d'utiliser un beurre clarifié. Il s'en vend dans les commerces biologiques. C'est un beurre plus sain pour la

cuisson, mais si vous n'en avez pas, vous prenez celui de votre réfrigérateur. Vous verrez qu'avec peu de matériel, vous obtiendrez une croute bien croustillante et dorée à souhait, presque mieux qu'avec un four ou un grille-pain.

Du pain de mie

Du beurre idéalement clarifié, sinon du beurre doux classique.

Le matériel

Une poêle

Une casserole

Du papier sulfurisé

Les étapes pour griller son pain sans four ni grille-pain

1. Commencez par faire chauffer votre beurre dans la poêle.

2. Quand il a bien fondu, sortez la poêle du feu et posez le pain

ou le croque-monsieur.

3. Recouvrez-le d'une feuille de papier sulfurisé et déposez dessus la casserole en exerçant une légère pression pour une meilleure répartition de la chaleur.

4. Remettez la poêle à feu doux et retournez le pain pour griller l'autre côté.

5. Vérifiez régulièrement la

couleur afin de ne pas le brûler.

6. Quand les deux faces sont bien toastées, vous pouvez déguster.

Le chef l'a promis, la prochaine fois, il livrera son astuce pour réaliser soi-même son beurre clarifié. Grâce à Norbert, il est possible de cuisiner comme un chef avec les ustensiles de base. Bonne nouvelle pour nos papilles et notre porte-monnaie.



Diadié Dembélé

« Les migrants sont des proies faciles »

Dans son deuxième roman, l'écrivain malien revient sur le destin de deux jeunes migrants au cœur des années 1990.

Diadié Dembélé nous avait impressionnés avec son premier roman, *Le duel des grands-mères*, qui lui a valu le prix littéraire de la Vocation 2022. Deux ans plus tard, le jeune écrivain malien né à Kodié revient avec *Deux grands hommes et demi*.

Dans les années 1990, Manthia s'adresse à son avocat via un traducteur dans un centre de rétention administrative. C'est sa voix que l'on entend tout au long du récit de son périple qui commence dans son village au Mali. La sécheresse le contraint à l'exil, d'abord à Bamako, où le renversement du président Moussa Traoré en 1991 l'oblige à un nouveau départ, en France. Dans ce soliloque, on entend l'incompréhension de Manthia, sa colère, et toute l'adversité à laquelle il doit faire face pour affronter un destin qu'il n'a pas choisi. Un fardeau qu'il partage avec son ami et presque frère Toko.

« L'aventurier » est aussi un esprit rebelle, dont la conscience politique s'éveille. Un deuxième voyage, intérieur, se joue dans le tirailllement entre devoir et désir d'émancipation. Pour ce qu'il dit de la complexité de l'identité, par son style éblouissant et par la résonance de son propos avec l'actualité, Diadié Dembélé confirme avec *Deux grands hommes et demi* qu'il est plus qu'un talent, mais qu'il s'est installé comme un écrivain qui compte. Un écrivain et demi.

Jeune Afrique : Avez-vous écrit *Deux grands hommes et demi* pour que l'on puisse comprendre le parcours d'un migrant ?

Diadié Dembélé : En quelque sorte. Les populations du pays de départ ignorent presque tout de la réalité que vivent les « aventuriers », ceux qui voyagent. Ils fantasment leurs conditions de vie, puisque les migrants s'arrangent pour envoyer régulièrement de l'argent, pour donner des nouvelles rassurantes qui ne reflètent pas leur quotidien, créant ainsi un mythe. Dans le pays d'accueil, la vie des migrants est difficile. Ils font face à une réduction de l'identité, à leur condition d'étranger sans-papiers alors

qu'ils ont une religion, une ethnie, une histoire familiale...

Je voulais raconter la complexité de leur identité, de même que celle qui entoure leur départ : les individus ne partent pas pour les mêmes raisons et si c'est le cas, ils n'ont pas les mêmes origines sociales. Celui qui part ne prend pas seul cette décision, plusieurs intermédiaires interviennent dans son parcours...

En remerciements, vous écrivez : « Ces mots, avant d'être un livre, étaient un amas de petites et grandes histoires entendues, çà et là, au sujet de la vie en France telle que vécue par certains de mes compatriotes dans les années 1990. Les personnages leur doivent beaucoup. » Comment avez-vous imaginé le parcours de Manthia et de Toko ?

Cela s'est fait en deux temps. Tout d'abord, au Mali, j'ai grandi dans un environnement où la question du voyage vers l'Afrique centrale, l'Asie ou l'Europe était très présente. Je suis de l'ethnie soninké, dans la région de Kayes. Dans les années 1970, elle représentait une grande partie de la population migrante ouest-africaine francophone au Sénégal, en Mauritanie, au Mali, en Gambie.

Ensuite, quand je suis arrivé en France, j'ai commencé à travailler comme interprète pour une association d'aide aux migrants. D'autres récits sont venus nourrir le personnage de Manthia, son parcours. Et pour préciser le contexte des années 1990, je me suis aussi servi d'archives, de vidéos, d'articles de journaux...

Vous avez choisi la forme d'un soliloque d'un homme face à un interprète dans un centre de rétention administrative, sachant que vous-même l'avez été. Pourquoi ce choix de forme et d'interlocuteur ?

Quand j'étais interprète, le contenu de ma mission était strict : j'avais un devoir de neutralité. On se contentait de traduire les mots, on ignorait la détresse de la personne, sa colère ou sa joie quand elle obtenait le statut de réfugié. Choisir ce dispositif permet de remettre toutes ces émotions à leur place.

L'autre raison est qu'il me semble que les centres de rétention administrative sont des spécificités européennes.

Ce ne sont pas des prisons, mais les sans-papiers n'y sont pas libres. Il est très difficile de leur expliquer ce qu'est cet endroit où ils transitent avant d'être éloignés du territoire. J'ai voulu montrer cette incompréhension du système par ceux qui subissent ce processus kafkaïen. Ne saisissant pas les enjeux de cet interminable interrogatoire, Manthia est méfiant et en colère alors qu'il s'adresse à un avocat qui est censé l'aider.

Comment travaillez-vous sur la langue ? Est-ce du soninké littéralement traduit en français ou une langue à part ?

Dès le départ, quand il est question de ce que le monde représente pour Manthia, il se lance dans des considérations mystiques sur la vie. Je convoque l'imaginaire soninké, nourri par la religion musulmane depuis presque un millénaire et par des contes. Ainsi, je prends des images en majorité soninké, parfois bambara, et je vais au bout de ce qu'elles signifient. J'utilise le dispositif des contes traditionnels que j'adapte au roman, qui est occidental, et j'en fais une langue à part.

Les raisons du départ de Manthia et de Toko sont les mauvaises récoltes. Pensez-vous que les Français soient conscients de la nécessité vitale de l'émigration ?

Je pense que oui et qu'il y a une grande hypocrisie. Quand les Français voyagent en Océanie, en Asie ou en Afrique, cela ne soulève aucune question. Les problèmes se posent quand il y a un déplacement du Sud vers le Nord, comme si les uns avaient le droit de voyager et les autres non.

Manthia et Toko veulent rester et ils sont forcés de partir par leurs parents, qui leur renvoient à la honte de ne pas s'occuper de leur famille. Honte et devoir sont-ils les compagnons invisibles des migrants ?

La question du devoir est omniprésente et, schématiquement, deux écoles se distinguent. D'une part, il y a ceux qui s'imposent le loyauté vis-à-vis de leurs proches restés au pays. Il leur faut tout accepter, dans des foyers insalubres pour pouvoir économiser de l'argent et l'envoyer au pays. D'autres part, il y a ceux qui estiment qu'à un certain moment, ils ont suffisamment donné à la



famille, aux amis et qui quittent la communauté des migrants pour jouir pleinement de leur salaire et aller vers une forme de libération. Ceux qui choisissent de rester dans les foyers voient ceux qui en partent comme des déserteurs à leur devoir, ceux qui partent voient les « foyer men » comme des idiots qui ne comprennent rien à rien.

Elgas, écrivain et sociologue, a écrit une thèse qui porte sur la dette originelle. Il écrit : « Il semble exister une dette originelle, souple et plurielle, au fondement du geste solidaire. Donner à son pays c'est ainsi lui rendre. Cette dette inscrit l'immigré dans une forme d'urgence permanente. » Ce devoir familial est-il une malédiction ?

C'est un fardeau lourd à porter pour beaucoup de personnes qui ne comprennent pas pourquoi c'est à eux de prendre en charge la famille alors qu'ils n'ont rien demandé. En France, on aura tendance à dire : « Je n'ai pas choisi de naître, c'est vous, les parents, qui avez voulu faire des enfants. » À l'inverse, au Mali, on pense que l'enfant est redevable à vie vis-à-vis de ses parents, de ses ancêtres parce qu'on est liés par le patronyme, par le sang. C'est une charge que certains n'acceptent pas mais je n'irais pas jusqu'à la qualifier de malédiction.

On a parfois tendance à idéaliser la solidarité des migrants. Or, Manthia et Toko sont confrontés à des solidarités intéressées et même crapuleuses. La misère

divise-t-elle ?

Mon intention était plus de montrer comment la fragilité dans laquelle l'État français met les migrants les transforme en proies faciles pour tout le monde : pour les entreprises qui les font travailler au noir, pour les personnes de leur entourage qui pensent qu'ils leur sont redevables de leur hébergement, de leur nourriture, de leur travail...

Pourquoi avoir situé l'histoire dans les années 1990 avec, à la fin, le combat des sans-papiers de l'église Saint-Bernard ?

À la télévision ou de la part de personnes venant de mon village, j'ai entendu beaucoup d'histoires d'aventuriers qui ont tenté la traversée de la Méditerranée. Certains sont arrivés en France, d'autres sont malheureusement morts. J'avais l'impression que si je décidais de situer mon roman entre 2010 et 2020, ça aurait été plus difficile à traiter. J'ai été interprète et, souvent, les récits que je traduisais étaient liés à cette contemporanéité, j'avais peur d'avoir un biais. Ce décalage temporel me permettait un pas de côté tout en traitant de la crise migratoire, toujours d'actualité.



L'Académie algérienne de la langue arabe annonce la création du Prix national des sciences de la langue arabe

L'Académie algérienne de la langue arabe (AALA) a annoncé le lancement de la session constitutive de son Prix national des sciences de la langue arabe au titre de l'année 2024, visant ainsi à encourager les études et la recherche en sciences de la langue arabe et contribuer à sa diffusion, selon un communiqué de l'Académie.

A cet effet, l'AALA invite les postulants à la compétition pour ce prix à soumettre leurs candidatures munies d'un manuscrit dans l'une des branches des sciences de la langue arabe. Le prix sera décerné à trois lauréats en plus de boucliers commémoratifs et



de certificats d'appréciation, se réservant le droit d'ajourner une partie du prix ou sa totalité, si les travaux soumis ne sont pas à la hauteur du niveau académique requis.

Le montant global sanctionnant les trois prix a été fixé à un million de dinars algériens (1.000.000 DZD), dont la

somme de 500.000 DZD qui sera adjugée au premier de ce concours, alors que le deuxième et le troisième de ce prix se verront attribuer les sommes de 300.000 DZD et 200.000 DZD respectivement.

Les prix seront remis lors du Congrès annuel de l'AALA, dont la tenue coïncide avec la célébration de la Journée internationale de la langue arabe en décembre prochain.

Les conditions et les modalités de participation à ce concours sont mises à la disposition des candidats sur la page Facebook de l'AALA, qui a également prévu la possibilité de se renseigner sur ce prix en contactant ses services par email

au : prizeaala.dz.

Les dossiers de candidatures doivent être déposés au secrétariat du président de l'AALA ou envoyé par courrier recommandé à l'adresse suivante : Monsieur le Président de l'Académie Algérienne de la Langue Arabe, 6, rue Colonel M'hamed Bouguerra El-Biar, BP 402, El-Biar, Alger -Algérie, avant la date limite de dépôt des œuvres, fixée au 15 octobre 2024.

Fondé en 1986, l'Académie algérienne de la langue arabe, organisme national à caractère scientifique et culturel, vise à enrichir, promouvoir et développer la Langue arabe.

Ouverture des coffres contenant les livres de l'érudit Cheikh Abdelhamid Ben Badis offerts comme Wakf à Djamaâ El-Djazaïr à la compétition cannoise

Le recteur de Djamaâ El-Djazaïr, Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini a présidé, mardi, l'ouverture des coffres contenant les livres de l'érudit Cheikh Abdelhamid Ben Badis, offerts par sa famille en tant que Wakf au profit de Djamaâ El-Djazaïr, à l'occasion de la célébration de la Journée du savoir le 16 avril.

Une équipe de Commissaires au patrimoine travaillant au Musée de la civilisation islamique à Djamaâ El-Djazaïr a affirmé, que «les 808 livres transportés à Djamaâ El-Djazaïr dans 25 coffres, subiront un traitement technique et artistique et seront répertoriés et protégés de l'humidité et de la poussière, puis catalogués et conservés dans des conditions idoines», précise



un communiqué du Rectorat de Djamaâ El-Djazaïr.

A cette occasion, «le recteur de Djamaa El Djazaïr, le chef de Cabinet, le président du Conseil scientifique, le Directeur de l'esplanade de la Mosquée, des

enseignants de Dar el Coran et des cadres du rectorat de la Mosquée, ont consulté quelques livres et pris connaissance de leur contenu et des thèmes traités, liés essentiellement au patrimoine, à la jurisprudence, à l'histoire, à la politique, à la littérature et



autres».

«Ces livres sont d'autant plus importants que certains sont dédiés par Cheikh Ben Badis, alors que d'autres portent sa signature ou ses commentaires», ajoute le communiqué.

«Parmi ce recueil de livres, certains sont imprimés en lithographie qui vient en deuxième position après les manuscrits en termes d'importance patrimoniale», précise la même source.

Un chef-d'oeuvre oublié de Raphaël exposé au public dans une basilique varoise

Le chercheur Roucham Aïssa vient de publier un nouvel ouvrage d'histoire sur l'occupation française du Sud-ouest algérien et les résistances populaires qui lui ont fait face entre 1845 et 1934.

Natif de Aïn Sefra (Nâama), l'auteur du livre qui est chercheur spécialisé et dont l'intérêt principal porte sur l'histoire des résistances

populaires et la glorieuse Guerre de libération nationale, a indiqué que sa nouvelle publication est axée sur la contribution de la région du Sud du pays qui, a-t-il dit, a fait preuve, à l'instar des autres régions du pays, de détermination dans sa résistance face au colonialisme, qui s'était retrouvé face à des populations attachées à leurs terres et refusant le colonialisme.

Roucham Aïssa a insisté sur l'apport des Laboratoires universitaires et des équipes de recherche spécialisées pour mettre en lumière les divers aspects de l'histoire et la résistance des populations du Sud du pays, durant la colonisation française, et leur rôle dans la mise en échec des plans de la France coloniale visant à séparer le Sud de la région nord du pays.

Le livre, édité en langue arabe, comporte plusieurs chapitres répartis sur 277 pages, dont «L'occupation française de la région des steppes et des Ksours», «La tendance du colonialisme français à occuper l'extrême sud à travers les Ksours d'El Bayadh, Aïn Sefra et le territoire des H'mianes» et «Les Batailles héroïques et les épopées historiques de la

résistance des Ouled Sidi Cheikh, Cheikh Bouâmama et Mohamed Ould Ali».

L'auteur a à son actif plusieurs ouvrages, dont «Précis de l'histoire du Maghreb arabe» et un autre intitulé «Cheikh Mohamed Ould Ali, portedrapeau de la résistance dans la région de Djebel Ksours et du Sud oranais de 1881 à 1900».

PENSÉE

Aujourd'hui marque l'anniversaire de la mort de mon cher père :

HANNACHI AZZEDINE

Bien que tu sois parti depuis 7 ans, ton souvenir reste gravé dans nos cœurs à jamais

Tu étais un homme exceptionnel, rempli d'amour, de sagesse et de gentillesse

Chaque jour, tu nous manques terriblement, mais nous trouvons du réconfort dans les souvenirs heureux que nous avons partagés ensemble

Tu as laissé un héritage précieux qui continuera à nous guider et à nous inspirer

Repose en paix, cher papa, tu seras toujours dans nos pensées et nos prières

Je demande à tous ceux et celles qui l'ont connus d'avoir une pieuses pensée en sa mémoire



انا لله وانا اليه راجعون *** لله ما اعطى و لله ما اخذ

Kendji Girac blessé par balle

Le chanteur est « tiré d'affaire » selon son manager

Hakim Nassouh, le manager du chanteur, a expliqué avoir échangé au téléphone avec le jeune homme âgé de 27 ans, toujours hospitalisé mardi après avoir reçu une balle dans le thorax

Le chanteur Kendji Girac, blessé par balle lundi dans des circonstances encore floues, « va bien » et est « tiré d'affaire », a déclaré mardi son manager, ce qui doit permettre aux enquêteurs de l'entendre au « plus tôt » selon une source proche du dossier.

Hakim Nassouh, manager du lauréat de l'émission « The Voice » en 2014, a expliqué à l'AFP avoir pu échanger au téléphone avec le jeune homme âgé de 27 ans, toujours hospitalisé mardi. « Il m'a parlé. Il est

tiré d'affaire. Il va bien », a-t-il déclaré.

« L'opération s'est bien passée » L'interprète de Color Gitano et Andalouse a été opéré au centre hospitalier Haut-Lévêque à Pessac, au sud-ouest de Bordeaux, où il avait été transporté lundi au petit matin « dans un état grave, bien que conscient ».

Il présentait une « plaie par balle au niveau du thorax » et « ressortant au niveau du dos », selon un communiqué diffusé lundi soir par le procureur de Mont-de-Marsan Olivier Janson. « L'opération s'est bien passée », a précisé mardi Hakim Nassouh, ajoutant que l'entourage du chanteur communiquerait « en temps utile ».

Les investigations se poursuivent

Alors que l'enquête a été ouverte du chef de « tentative d'homicide volontaire », le chanteur a ensuite évoqué un tir « accidentel, qu'il aurait lui-même provoqué en manipulant un pistolet automatique de calibre 11, acheté peu auparavant », selon le parquet.

Selon une source proche de l'enquête, le travail d'investigation « se poursuit », y compris « des auditions ». « Kendji n'a pas encore été auditionné » formellement, a précisé à l'AFP cette source mardi en milieu d'après-midi.

Un concert annulé à Marseille « Plus tôt les enquêteurs l'auditionnent, plus vite ils avancent, mais ça dépend de son état de santé », a-t-elle ajouté, soulignant l'importance d'attendre



un feu vert médical pour cela. L'audition du chanteur « sera effectuée dès que son état de santé le permettra », avait indiqué lundi le procureur Olivier Janson.

Un concert du chanteur, pro-

grammé vendredi à Marseille, a d'ores et déjà été annulé, a annoncé sur le réseau social X Martine Vassal, présidente de la Métropole d'Aix-Marseille et présidente du conseil départemental des Bouches-du-Rhône.

Des animateurs Nord-Coréens ont-ils travaillé sur des dessins animés

Il semble qu'aucune sanction, si drastique soit-elle, ne puisse être contournée... Ainsi, des animateurs nord-coréens pourraient avoir contribué à la création de films d'animation occidentaux sans que leurs diffuseurs en aient été informés, rapporte le site 38 North.

Selon cette organisation spécialisée dans l'observation du « Pays des grands leaders », certaines images des séries animées Invincible et Iyanu, Child of Wonder (respectivement dif-

fusées par Amazon Prime Video et Max) ont en effet été « retrouvées » sur un serveur basé en Corée du Nord.

Une sous-traitance interdite

Dessins, animations complètes, instructions et commentaires seraient quotidiennement téléversés sur ce serveur... depuis la Corée du Nord ! Problème : des sanctions internationales – mais principalement américaines – interdisent toute activité commerciale entre en-

tités états-uniennes et nord-coréennes.

Pour Michael Barnhart, qui s'occupe des questions relatives à la Corée du Nord au sein d'une société de sécurité informatique, « rien n'indique que les sociétés occidentales aient eu connaissance » de ces contournements, croit savoir ZoneBourse. Lesquels contournements impliqueraient, selon 38 North, la Chine, à laquelle auraient été confiés des travaux de sous-traitance.

« No comment »

Contacté par l'AFP, Amazon Studios n'a pas (encore) donné suite. Quant au service de streaming Max, il s'est refusé à tout commentaire. Mais selon Le Parisien, une source du projet Iyanu aurait déclaré à l'AFP qu'un studio d'animation sud-coréen ayant collaboré à la série avait été évincé après des soupçons d'externalisation des tâches.

Il faut savoir que la Corée du

Nord a un vrai savoir-faire en matière d'animation. SEK Studio, l'organe gouvernemental qui produit toutes sortes de dessins animés, a d'ailleurs été spécifiquement placé sous sanctions américaines en 2021.

Choi Seong-guk, un dessinateur nord-coréen transfuge qui a travaillé au SEK Studio de 1996 à 2002, a d'ailleurs déclaré à Reuters que l'entreprise comptait déjà, à l'époque, une équipe chargée de « travailler avec des studios étrangers ».

Glamour et élégance : La cérémonie d'ouverture du festival du film méditerranéen illumine la ville d'Annaba



Sara Boueche

Les célébrités et personnalités du monde entier se sont réunis, mercredi dernier, pour célébrer le septième art et dévoiler les films les plus attendus du festival. Le tapis rouge a été le théâtre d'un défilé de robes somptueuses et de costumes élégants, tandis que les flashes des photographes illuminaient la nuit. Les actrices, acteurs et les réalisateurs les plus en vue ont foulé le tapis rouge, saluant leurs fans et prenant la pose pour les photographes. Parmi eux, la célèbre comédienne espagnole Itziar Ituño, resplendissante dans un Karakou, a attiré tous les regards. Abedelkader Djeriou, Mohamed Khessani, Zakaria Ben Mohamed, Mohamed Raghis, Hichem Mesbah, Merouane Guerouabi, Souheila Maalem, Imen Naouel, Zahra Harkat et tant d'autres, ont fait une apparition remarquée, tout comme notre vedette nationale Numédia Lezoul, quant à elle, a fait sensation dans sa robe sur mesure.

Le Festival de cinéma a également

accueilli des personnalités du monde de la musique comme Safy Boutella, Djam et Kader El Japonnais.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par un discours émouvant du wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui, qui a souligné l'importance du cinéma dans notre société et la nécessité de soutenir les jeunes talents. La ministre de la culture, Soraya Mouloudji, qui a rehaussé par sa présence cet événement, a rendu hommage aux professionnels de l'industrie cinématographique, qui ont su s'adapter et innover face aux différents défis.

La cérémonie d'ouverture a donné le ton de cette édition du FFMA, placée sous les signes du glamour, de l'élégance et de la passion pour le cinéma. Les stars et les personnalités présentes ont témoigné de leur attachement à cet événement incontournable, qui célèbre chaque année le meilleur de la production cinématographique mondiale.

La projection en avant-première du film "Ben M'hidi", présentée, jeudi dernier, dans le cadre de la

prestigieuse programmation du Festival du Film Méditerranéen, "a été un événement cinématographique majeur, un véritable succès, avec une salle archi comble et un public conquis par la qualité du film. Les spectateurs ont été particulièrement impressionnés par la performance des acteurs, ainsi que par la réalisation soignée de Bachir Derrais. Ce long métrage projeté en présence du wali d'Annaba Abdelkader Djellaoui, promet de marquer les esprits et de devenir une référence du cinéma algérien. Vu l'engouement du public, les organisateurs ont décidé de projeter une seconde fois le film en question.

Lors de la conférence de presse, qui s'est tenue, hier, à l'hôtel Seybouse, les journalistes ont eu l'occasion d'échanger avec l'équipe du film, et ont pu apprendre d'avantages sur les coulisses du tournage, ainsi que sur les défis rencontrés par l'équipe pendant la réalisation du film... Plus de détails dans nos prochains numéros.

